

## VILLE DE BILLY-MONTIGNY

*L'an deux mille vingt-trois, le 22 MARS à 18 heures, le Conseil Municipal s'est réuni sous la présidence de M. Bruno TRONI, Maire, suite à la convocation en date du 16 MARS 2023, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie*

### Arrondissement de Lens

Etaient présents : M. B. TRONI – Maire

M. M. P. CANIVEZ, M. MONNIER, J. ROLLAND, P. PECQUEUR, Mmes N. MEGUEULLE, F. BRIKI, L. AVIT, Adjoints au Maire

Mmes T. VERLEYEN, T. MOREAU, M.C. DELAMBRE, A. MOPTY, L. LOOR, M. WATERLOT J. BIESZCZAD-DIANE, MM R. DEWASMES, W. GREBAUT, A. MILLIEN, M. BECKMAN, Y. GAUER, E.LALOUETTE, Conseillers Municipaux

Excusées : F. ORMAN,

Me BREBION (pv à M. BECKMAN), Me FOULON (pv à MILLIEN), M. KRYZANIAK (pv à M. MONNIER) M. M. BAUDERLIQUE (pv. à J. BIESZCZAD), Mme L. VERIN (pv. à Mme N. MEGUEULLE), Conseillers municipaux

Absents : A. SENECHAL et J.L. CAILLUYERE, Conseillers Municipaux

Secrétaire de Séance : Mme M.C. DELAMBRE

\*\*\*\*\*

N°23-01

### DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

Après avoir entendu le rapport d'orientations budgétaires 2023 de la Commune, sur la base du rapport de synthèse présenté, Monsieur le Maire ouvre le débat en demandant si ce dernier appelle des observations particulières.

Monsieur le Maire confirme que la revalorisation des bases est automatique. Dès lors, on ne peut rien faire, sauf agir sur le taux communal de taxe foncière. Si les bases augmentent, cela entraîne une augmentation de l'imposition et corrélativement une baisse du pouvoir d'achat des contribuables.

Monsieur le Maire souligne que depuis de nombreuses années, les taux d'imposition n'ont pas augmenté à Billy-Montigny et que depuis quatre ans maintenant, le taux de taxe foncière sur les propriétés bâties a été diminué de 2.2%, 0.9% et 0.5% et 2% en 2022, ce qui démontre une gestion saine et rigoureuse de la commune.

Monsieur le Maire ajoute que la revalorisation des salaires dans le Fonction Publique Territoriale est très rare et qu'en 2022, une augmentation importante a eu lieu. Ces augmentations impacteront encore le budget 2023 sur le poste de la masse salariale. Celle-ci ne représente que 40% des recettes réelles de fonctionnement, quand la plupart des communes de strates identiques se situent au-delà de 55.00%.

Monsieur le Maire précise que la commune poursuit son désendettement. Si la commune consacrait l'intégralité de son épargne, la capacité de désendettement serait de 1.8 année, très en deçà de la zone d'alerte fixée à 12 ans.

Le mécanisme du FPIC qui est un fonds de péréquation intercommunale alimenté est par les communes les « plus riches » en faveur des « plus pauvres ».

La Ville est également très active au niveau des écoles qui sont modernes et commencent à être équipées d'écrans tactiles numériques, après avoir été équipées dans un premier temps de TBI.

Monsieur le Maire explique également que, pour certains travaux, notamment la rénovation des voiries, la Ville est tributaire de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin qui possède la compétence assainissement.

Monsieur le Maire poursuit en expliquant que les travaux d'enfouissement des réseaux des rues Voltaire et Mathieu et de la Place Mathieu et rue Tournay sont en cours de réalisation.

Concernant les travaux prévus dans le centre-ville, bien qu'interrogés en 2020, les services de la CALL ont fait connaître il y a peu, leur intention de réaliser des travaux de rénovation de l'ovoïde sur 1 KM. Les études démarreront en 2023 et les travaux en 2024.

La Commune se trouve dans l'obligation de décaler les travaux de rénovation du centre-ville sur 2024-2025 et début 2026, alors que le groupe majoritaire s'était engagé dans son programme à les réaliser à partir de 2022.

Monsieur le Maire souhaite intervenir sur les taux de fiscalité locale. La Ville ayant eu connaissance des bases par les services fiscaux, Monsieur le Maire annonce qu'il sera proposé, par le groupe majoritaire, lors du vote du budget primitif, un maintien du taux actuel.

Le taux communal est actuellement de 52,30.

Monsieur le Maire poursuit en expliquant que la ville dégage un excédent de fonctionnement de plus de 3 millions d'euros.

Ce qui permet de continuer d'investir dans des équipements de qualité. La ville maintiendra le même niveau de subventions aux associations. Elle n'augmentera pas non plus les tarifs municipaux.

M. P. CANIVEZ précise que les élus peuvent être fiers de la gestion communale, qui permet, chaque année de réaliser de nombreux équipements publics, sans emprunter, tout en diminuant les taux d'imposition.

M. A. MILLIEN souhaite réaliser une intervention au nom du groupe majoritaire :

« Monsieur le Maire, Mes cher.e.s collègues,

J'ai volontairement pris la parole en dernier sur ce rapport afin de laisser le temps à l'opposition, qui une fois de plus pour une partie de celle-ci brille par son absence, de s'exprimer car en dehors de se contenter de critiquer sur les réseaux sociaux le travail de fond de notre majorité, et de faire essentiellement le procès des femmes et des hommes qui dirigent ou qui ont dirigé notre collectivité, aucune idée ni de proposition émanent de leur part.

La posture politicienne chez eux est tellement plus facile, critiquer, critiquer mais bon...

Pour la réalisation de ce rapport, je voudrais féliciter au nom de l'équipe majoritaire le travail du personnel communal et de sa directrice générale des services.

Ce Rapport d'Orientation Budgétaire est un document stratégique qui donne sens à la mise en œuvre de la politique publique de notre collectivité.

Comme nous pouvons le constater, le contexte national n'est pas gage de sérénité, ni de pérennité pour les finances publiques, notamment pour celles des collectivités territoriales mais il ne l'est pas non plus pour nos concitoyens les plus fragiles.

Le rapport en dehors de rappeler d'un contexte nationale basé sur une incertitude des marchés liés entre autre à la crise sanitaire, l'invasion de l'extrémiste Poutine en Ukraine, la flambée des matières premières démontre qu'au niveau local la majorité entend poursuivre ses investissements afin de permettre de proposer des équipements de qualité, le tout en poursuivant sa logique de gestion resserrée pour préserver l'autofinancement des projets mais également poursuivre le remboursement de l'encours de la dette et ainsi garantir un haut niveau d'investissement sur fond propre, sans ne recourir à l'emprunt.

L'indicateur marquant dans ce rapport est la stabilité de l'excédent de fonctionnement à hauteur pour 2021 à 2,78 millions contre 2,66 millions l'année d'avant, cet excédent démontre la gestion rigoureuse et la capacité d'autofinancement importante.

Billy Montigny investit énormément en équipement public, se situant dans une position haute, comparée aux communes de même importance avec 533€ par habitant à Billy Montigny contre en moyenne 299€ par habitant dans d'autres communes.

Mes cher(e)s collègues, comme vous pouvez constater la détermination de notre majorité, aux côtés de notre Maire Bruno Troni est sans faille et ambitieuse, à l'image des orientations budgétaires 2022 décrites au fil des interventions et cela dans un seul et unique but être au service des Billysiennes et des Billysiens. »

Après en avoir débattu, le Conseil Municipal, A L'UNANIMITE , prend acte de la tenue du débat d'orientations budgétaires 2023 sur la base du rapport d'orientations budgétaires présenté.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Acte rendu exécutoire  
après envoi en Sous-Préfecture

le : 27 MARS 2023

et publication ou notification du : 27 MARS 2023

A BILLY-MONTIGNY, le

Le Maire,

28 MARS 2023

B. TRONI

#signature#

Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023

Publié le

**S<sup>2</sup>LO** 

ID : 062-216201335-20230322-DEL23\_01-DE

# Rapport d'Orientation Budgétaire 2023

Envoyé en préfecture le 27/03/2023

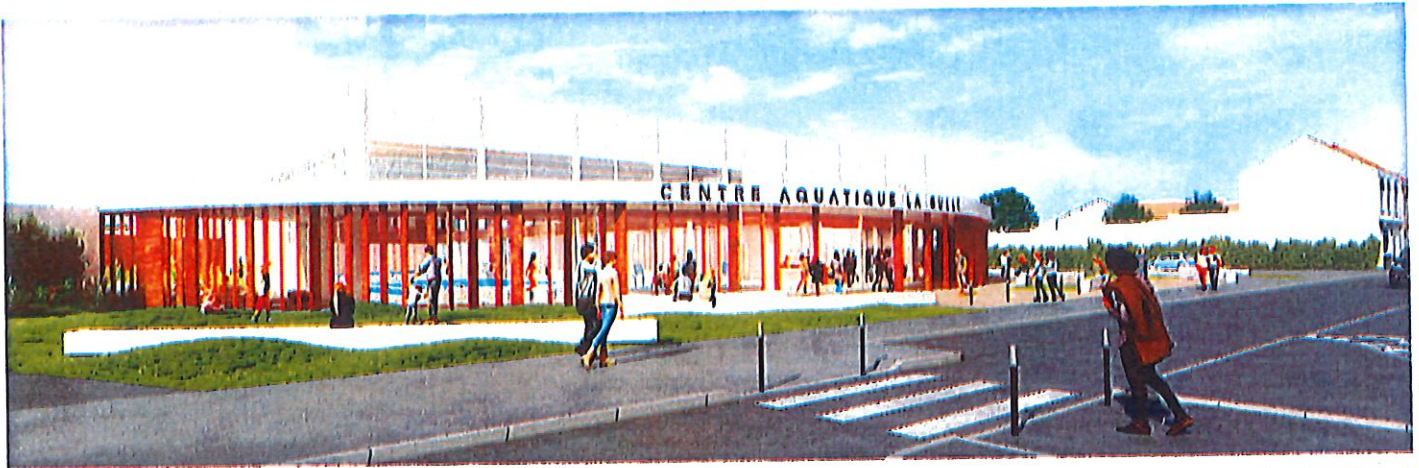
Reçu en préfecture le 27/03/2023

Publié le

ID : 062-216201335-20230322-DEL23\_01-DE

Billy-Montigny

S'LO



## Ville de Billy-Montigny

Hôtel de ville

rue Jean Jaurès

03 21 13 81 13

[www.billymontigny.fr](http://www.billymontigny.fr)



Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023

Publié le

**S<sup>2</sup>LO** 

ID : 062-216201335-20230322-DEL23\_01-DE

## PREAMBULE

L'article L.2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) prévoit que soit présenté au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.

Ce rapport comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Il précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.

Le contenu du rapport ainsi que les modalités de sa transmission et de sa publication ont été précisés par l'article 107 relatif à la transparence financière de la loi 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) et le décret 2016-841 du 24 juin 2016.

Ainsi, il est prévu que le rapport comporte les informations suivantes :

- Les orientations budgétaires envisagées portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement. Sont notamment précisées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions.

Des informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette contractée et les perspectives pour le projet de budget. Elles présentent notamment le profil de l'encours de dette que vise la collectivité pour la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Ces orientations devront permettre d'évaluer l'évolution prévisionnelle du niveau d'épargne brute, d'épargne nette et de l'endettement à la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L.2121-8 du CGCT. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique. Le rapport est ensuite transmis au représentant de l'Etat dans le département et fait l'objet d'une publication. Il est mis à la disposition du public en mairie, dans les quinze jours suivants la tenue du débat d'orientation budgétaire. Il est également transmis dans un délai de 15 jours au Président de l'Epci.

Le public est avisé de la mise à disposition de ces documents par tout moyen. La présente note informe ainsi les membres du conseil municipal du contexte économique et législatif et de ses impacts sur la ville notamment en termes de projection de recettes, des orientations en termes de niveaux de dépenses et des équilibres pluriannuels qui en résultent. Dans ce cadre, les éléments et données chiffrées présentés sont des estimations visant à donner aux membres de l'Assemblée délibérante des perspectives qui leur permettront d'exercer leur pouvoir de décision à l'occasion du vote du budget primitif 2023.

# 1<sup>ère</sup> partie - POINT SUR LA CONJONCTURE ECONOMIQUE

## 1/ Le contexte d'élaboration du budget primitif 2023 (source La Caisse d'Epargne)

### Monde : ralentissement de la croissance sur fond d'inflation record

Dans le monde entier, l'inflation a atteint en 2022 des sommets inédits depuis 40 ans. Cette situation a conduit les banques centrales à durcir fortement les conditions financières tout au long de l'année. L'inflation, résultant en grande partie de l'envolée des cours des matières premières notamment énergétiques, les banques centrales visent, via ces durcissements, à rééquilibrer l'offre et la demande, en affaiblissant la demande, l'offre étant contrainte à court-terme dès lors que sa faiblesse résulte de pénuries énergétiques. Jusqu'ici de multiples facteurs (épargne, dynamique de l'emploi, boucliers énergétiques...) ont permis d'amortir l'impact de la remontée des taux sur la consommation et l'investissement de sorte que l'économie mondiale a ralenti progressivement, sans décrochage violent. En zone Euro, le PIB a ainsi ralenti à +0,3 % T/T au T3 après +0,8 % au T2.

Du fait de sa proximité géographique avec l'Ukraine et de sa dépendance aux hydrocarbures russes, l'Europe est la région la plus affectée par les répercussions économiques de la guerre en Ukraine. En zone Euro, l'inflation a atteint 10,6 % en octobre avant de s'infléchir fin 2022 terminant à 9,2 % en décembre suite à la baisse des prix de l'énergie. Au Royaume-Uni, l'inflation a atteint un pic de 11,1 % en octobre, le Brexit s'ajoutant aux fluctuations des prix énergétiques. Aux Etats-Unis, où la Réserve fédérale a relevé 7 fois le taux des fonds fédéraux depuis mars 2022, l'inflation s'est infléchie en juillet, refluant de 9,1 % en juin à 6,5 % en décembre. Mais jusqu'ici, les prix des composantes sous-jacentes n'ont toujours pas montré de signe de ralentissement. En conséquence, l'inflation sous-jacente (hors énergie et alimentation non transformée) est toujours en hausse atteignant 5,7 % aux Etats-Unis et 6,9 % en zone Euro en décembre ou encore 6,3 % au Royaume-Uni en novembre. Conjugué à un environnement macro-financier mondial incertain, le durcissement de la politique monétaire de la Réserve fédérale a participé à la forte appréciation du dollar américain en 2022. Enfin, la Chine termine l'année avec l'abandon de sa stratégie « zéro covid » début décembre. D'autant qu'après un T2 moribond (0,4 % en GA), le rebond de croissance enregistré au T3 (3,6 % en GA) reposait sur des bases fragiles, avec notamment un marché immobilier en grande difficulté.

### Zone Euro : une année marquée par la crise énergétique

La zone Euro est la région la plus exposée aux répercussions économiques du conflit en Ukraine, et notamment aux importantes difficultés d'approvisionnement énergétique. La zone Euro y fait face en tentant de diversifier géographiquement ses importations d'énergie, ce qui, à court-terme, n'a pu se faire que de façon limitée et particulièrement coûteuse. Confrontée à l'envolée de l'inflation conjuguant au durcissement des conditions monétaires, l'activité économique de la zone Euro a ralenti de 0,8 % T/T au T2 à 0,3 % au T3. Toutefois, le dynamisme des investissements a créé la surprise au T3 tandis que la consommation des ménages s'est révélée relativement résiliente. En dépit d'indices de confiance très dégradés en lien avec l'enlisement de la guerre en Ukraine, les ménages ont pu puiser dans leur épargne pour contrer la perte de revenu disponible brut réel, leur taux d'épargne revenant à leur niveau pré-pandémique de 13,2 % au T3. Depuis, l'évolution des indicateurs avancés fin 2022 confirme la tendance de ralentissement de l'activité attendue fin 2022.

Jugeant durable la hausse de l'inflation suite au déclenchement de la guerre en Ukraine, la BCE a débuté la remontée de ses taux en juillet avec une première hausse de 50 points de base suivie de deux hausses de 75pb en septembre et octobre et une quatrième hausse de 50pb en décembre. Fin 2022, les principaux taux directeurs de la BCE s'établissaient ainsi dans la fourchette 2 % - 2,75 %.

Jusqu'ici la détérioration des capacités de financement en zone Euro a été particulièrement visible au niveau des pays périphériques, notamment en Grèce et en Italie où le spread sur l'obligation souveraine à 10 ans avec l'Allemagne s'est tendu vers 250pb au T3 avant de se replier vers 215pb. Fin 2022, suite aux révisions haussières de ses prévisions d'inflation, le ton de la BCE s'est durci avec l'annonce de probables prolongements tant du cycle haussier des taux que de la durée de son resserrement monétaire. Enfin, côté bilan, la BCE débutera son Quantitative Tightening (resserrement quantitatif) en mars 2023 en ne réinvestissant pas l'équivalent de 15 milliards € par mois de titres arrivant à maturité jusqu'à la fin du T2.

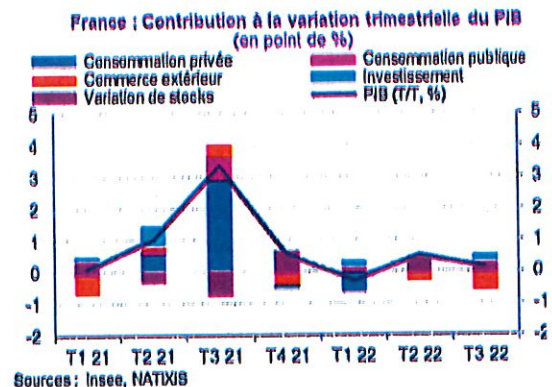
### France : une croissance jusqu'ici résiliente

Comparé aux prévisions formulées fin 2021, l'activité économique française aura été en 2022 bien moins forte que prévu, en raison de la guerre en Ukraine et de la crise énergétique qui en a découlé. Après un recul de 0,2 % T/T au T1, l'activité économique a rebondi à 0,5 % au T2 avant de ralentir au T3 à 0,2 % T/T. La consommation des ménages, principal moteur traditionnel de la croissance française, qui avait rebondi au T2 (+0,4 T/T après une chute de 1,2 % au T1) a fini par légèrement reculer au T3 (-0,1 % T/T) dans un contexte d'inflation élevée. Après avoir ralenti en août et en septembre (5,9 % et 5,6 % en rythme annualisé), l'inflation est en effet repartie à la hausse en octobre à 6,2 % dans un contexte de pénurie de carburants, avant de légèrement décélérer en décembre (5,9 %) en lien avec la baisse des prix de l'énergie. En moyenne, l'inflation française a été de 5,2 % en 2022 après 1,6 % en 2021.

Mais grâce aux mesures de lutte contre l'inflation (boucliers tarifaires, remise carburants...) adoptées par le gouvernement français, la hausse moyenne de l'inflation française s'est révélée en 2022 la plus faible de la zone Euro et bien inférieure à celle de 8,9 % enregistrée en moyenne en zone Euro.

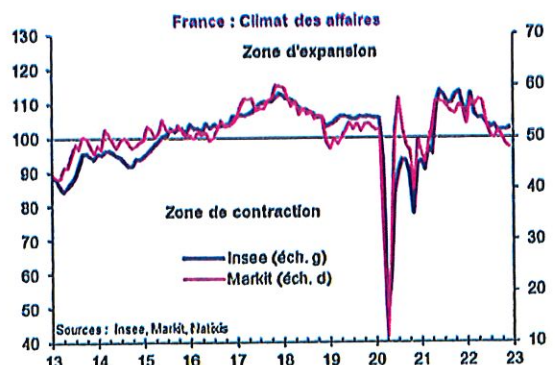
Au T3, la croissance française a été portée par l'investissement qui a nettement accéléré pour atteindre 1,7 % T/T après deux trimestres à 0,5 %. Cette dynamique est largement due aux investissements d'entreprises non financières qui ont bondi de 0,9 % au T2 à 3,1 % au T3 sous l'effet d'un rebond d'achats de véhicules. Les investissements des ménages, immédiatement affectés par le durcissement des conditions financières, ont eux reculé de 0,7 % après avoir été atones au T2. La contribution du commerce extérieur à la croissance du PIB a été négative (-0,5 point après -0,2 pt au T2) tandis que celle des variations de stock s'est révélée à nouveau positive (+0,3 pt après +0,4 pt au T2).

Jusqu'ici, l'activité française s'est révélée relativement résiliente face à l'envolée de l'inflation et devrait, malgré le ralentissement attendu fin 2022, croître de 2,5 % en moyenne en 2022.



France	2021	2022p
PIB (GA, %)	6,8	2,5
Consommation privée (GA, %)	5,3	2,4
Consommation publique (GA, %)	6,3	2,6
Investissement (GA, %)	11,4	2,2
Investissement des entreprises (GA %)	11,4	3,2
Investissement des ménages (GA %)	17,0	0,8
Exportations (GA, %)	8,6	8,1
Importations (GA, %)	7,8	9,1
Commerce extérieur (contrib., %)	0,1	-0,2
Inflation (%)	1,6	5,2
Inflation sous-jacente (hors énergie, nfm non-transf.) (%)	1,1	3,8

Sources : Insee, Natixis



## France : plus faible poussée inflationniste de la zone Euro

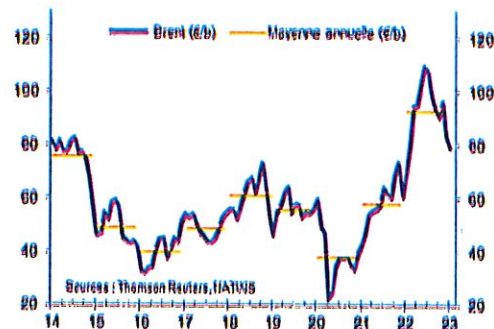
A l'instar de nombreux pays développés, la France a assisté à une hausse progressive de l'inflation depuis janvier 2021. Face au rebond de la demande mondiale post-covid associé aux goulots d'étranglement dans les chaînes d'approvisionnement et à des facteurs climatiques défavorables de sécheresse, l'inflation française a dépassé le seuil de 2 % dès le T3 2021. La crise énergétique induite par le déclenchement de la guerre en Ukraine fin février 2022 a propulsé depuis l'inflation à des niveaux records qui n'avaient plus été atteints depuis le milieu des années 1980. Si cette inflation est initialement imputable à l'augmentation spectaculaire des prix de l'énergie, elle se diffuse depuis progressivement à l'ensemble des biens et services, entraînant l'inflation sous-jacente (hors énergie et alimentation non transformée) dans son sillage. Progressant régulièrement depuis janvier, celle-ci atteignait 5,3 % en novembre 2022. Elle devrait être proche de 3,8 % en moyenne en 2022 après 1,1 % en 2021. Bien qu'impressionnante, l'envolée de l'inflation a été atténuée en France par de nombreuses mesures de soutien gouvernementales, de sorte que son niveau est le plus faible au sein de la zone Euro, où l'inflation totale et sous-jacente ont atteint respectivement 8,4 % et 6,9 % en moyenne en 2022.

Confronté à la hausse de l'inflation, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages français s'est replié de 1,8 % T/T au T1 et 1 % au T2 2022 avant de rebondir à 0,8 % au T3 sous l'effet conjugué des renégociations d'accords salariaux, de la revalorisation du Smic (+2,01 %) en août et d'autres mesures gouvernementales telles que la prime de partage de la valeur mise en place en juillet ou encore la revalorisation du point d'indice des agents de la fonction publique. La revalorisation des retraites complémentaires associée à de nouvelles mesures de soutien introduites au T4 (suppression de la redevance audiovisuelle, poursuite de la réduction de la taxe d'habitation, chèque énergie exceptionnel...) devrait à nouveau soutenir le pouvoir d'achat au T4, de sorte que la perte de pouvoir d'achat sur l'ensemble de l'année devrait rester relativement limitée (inférieure à 1 % en 2022).

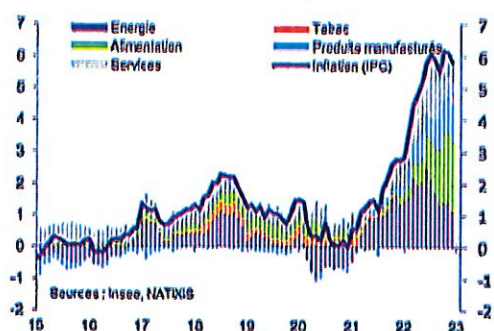
## France : un marché du travail sous tension

Depuis 2021, le dynamisme du marché du travail ne cesse pas de surprendre, sa vigueur étant plus soutenue que celle de l'activité économique. L'emploi a en effet progressé de 3,9 % entre fin 2019 et le T3 2022 tandis que le PIB ne progressait que de 1,1 %. Si le rythme des créations d'emplois en 2022 a décéléré de moitié, en moyenne, par rapport à 2021, il est demeuré stable à 0,4 % T/T sur les trois premiers trimestres de 2022. Fin septembre 2022, tous les secteurs d'activité, industrie incluse, avaient dépassé leur niveau d'avant pandémie et plus d'un million d'emplois avaient été créés depuis fin 2019, dont près d'un tiers (315K) en raison de l'essor des contrats d'apprentissage. Au sein des services marchands à

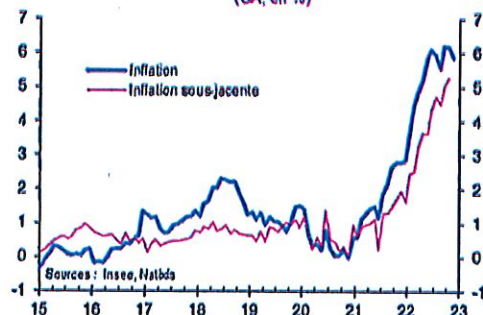
Pétrole : Prix du baril de Brent



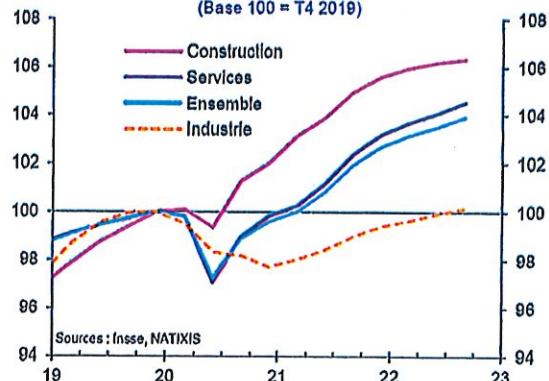
France : IPC (GA en %) et composants (en point de pourcentage)



France : inflation et inflation sous-jacente (GA, en %)



France : évolution de l'emploi par secteur (Base 100 = T4 2019)



l'origine de 73 % des créations d'emplois, le secteur des services aux entreprises a été le plus créateur d'emplois (324K), largement devant le secteur du commerce (151K) ou celui de l'information et la communication (110K).

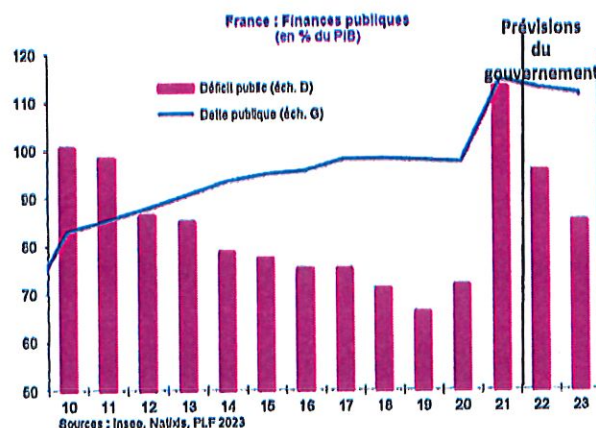
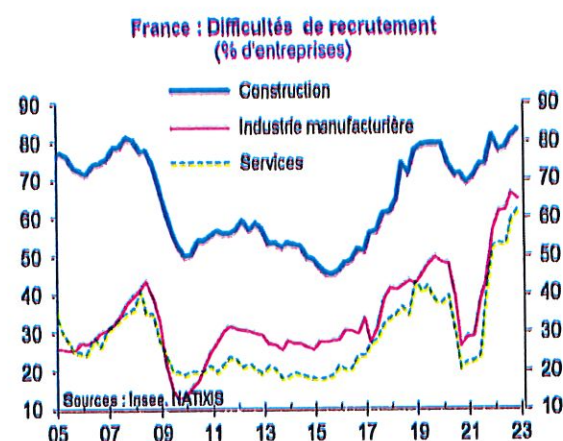
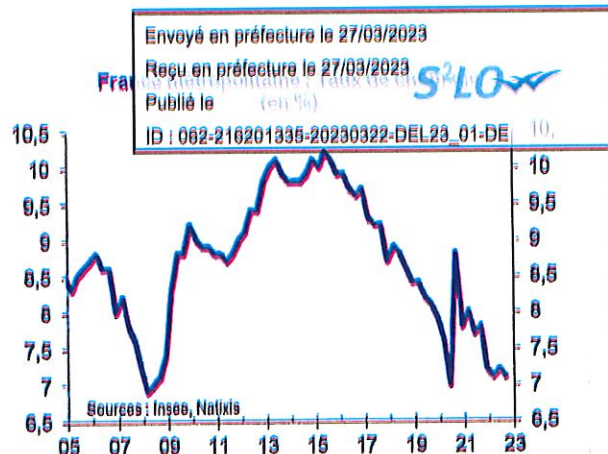
Profitant des fortes créations d'emploi dans un contexte de hausse de la population active, le taux de chômage recule globalement depuis le T4 2020. Il est passé en France métropolitaine de 8,8% au T2 2020 à 7,1 % au T3 2022, niveau où il est quasi stable depuis un an. Selon les dernières données publiées par Eurostat, il serait en baisse au T4 2022, atteignant 7 % en novembre. Au T3 2022, le nombre de chômeurs au sens du BIT s'élevait à 2,2 millions contre 2,4 fin 2019, soit une baisse de 200K chômeurs en France métropolitaine.

En dépit du ralentissement de l'activité économique à l'œuvre, les difficultés de recrutement rencontrées par les entreprises ne faiblissent pas selon les enquêtes de conjoncture, signe du maintien des tensions sur le marché du travail. Au contraire, la part des entreprises françaises rencontrant des difficultés de recrutement atteint des niveaux records dans les grands secteurs de l'économie fin 2022. Ainsi, 83 % des entreprises de la construction étaient concernées en octobre 2022, 65 % dans l'industrie manufacturière et 62 % dans les services.

### France : la crise énergétique ralentit le redressement des finances publiques

Marqué, ces trois dernières années, par des interventions publiques massives en raison de la crise sanitaire puis de celle énergétique induite par la guerre en Ukraine, le déficit public, qui avait atteint le niveau inédit de 9 % en 2020, devrait poursuivre son redressement. Il est attendu à 5 % en 2022, après 6,5 % en 2021. La dette publique au sens de Maastricht devrait s'élever à 111,6 % du PIB contre 112,8 % en 2021 selon la loi de finances pour 2023.

Pour 2023, le gouvernement prévoit une stabilisation du déficit public à 5 % du PIB et une dette publique également quasi-stable à 111,2 % du PIB. Le ratio de dépenses publiques devrait poursuivre sa baisse en 2023 pour s'établir à 56,9 %. La hausse progressive des taux directeurs de la Banque centrale européenne associée au ralentissement économique à l'œuvre devraient peser sur les finances publiques. Le taux d'intérêt obligataire de la France à 10 ans est reparti nettement à la hausse



### Principaux agrégats de finances publiques, prévisions du gouvernement

		2021	2022p	2023p
Solde public	% du PIB	-6,5	-5,0	-5,0
Dette publique	% du PIB	112,8	111,6	111,2
Ratio de dépense publique	% du PIB	58,4	57,7	56,9
Taux de prélèvements obligatoires	% du PIB	44,3	45,2	44,9
Croissance du PIB (vol.)	%	6,8	2,7	1,0

Sources : PLF 2023, Natixis

## 2ème partie - LOI DE FINANCES 2022 : LES PRINCIPAUX ENJEUX POUR LES COLLECTIVITES LOCALES

La discussion autour du projet de loi de finances a amené le Gouvernement à engager sa responsabilité à cinq reprises en déclenchant l'article 49, alinéa 3 de la Constitution.

Quant au projet de loi de programmation des finances publiques pour 2023-2027, aucun accord n'ayant été trouvé, il devrait repasser en seconde lecture au Parlement au premier semestre 2023. Il semble qu'impliquer encore plus les collectivités dans le redressement des finances publiques reste l'objectif du Gouvernement, mais sans recours au pacte de confiance initialement envisagé. Pour rappel, il prévoyait une trajectoire annuelle de progression des dépenses réelles de fonctionnement égale à l'inflation moins 0,5 %, avec suivi par catégorie de collectivités et, en cas de dépassement par catégorie, des sanctions limitées aux plus grandes entités qui n'auraient pas respecté la trajectoire. La LFI 2023 contient des mesures d'ajustement, mais aussi quelques dispositions significatives. Conformément à la promesse de la campagne présidentielle, la CVAE est supprimée mais en deux temps, afin de financer le bouclier tarifaire. Les modalités de compensation pour les collectivités qui perdent toute cette ressource dès 2023 passent par l'attribution d'une fraction de TVA. Autre mesure, un « fonds vert » au service de la transition écologique des collectivités : augmenté à deux milliards € d'argent frais, le texte adopté limite son application à 2023. Puis, une première depuis treize ans : l'augmentation - nominale - de la DGF de 320 millions € sur un total de 26,9 milliards €.

Face à l'inflation qui impacte fortement les budgets des collectivités, la loi met en place un filet de sécurité centré sur les dépenses énergétiques, un bouclier tarifaire et un amortisseur sur les tarifs de l'électricité.

Dans un contexte restant fragile et incertain, ces mesures nécessaires seront-elles suffisantes pour maintenir l'investissement indispensable des collectivités ?

### Hausse des transferts financiers de l'Etat aux collectivités dans la LFI 2023

Ils incluent la totalité des concours financiers de l'État majorés des subventions des autres ministères, des contreparties des dégrèvements législatifs, du produit des amendes de police de la circulation et des radars, du nouveau fonds d'accélération de transition écologique, ainsi que la fiscalité transférée et le financement de la formation professionnelle.

Ils atteignent 110 milliards en LFI 2023 à périmètre courant, en hausse de 3 9 4 1 milliards par rapport à la LFI 2022. Cette augmentation est principalement liée au fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires et à la hausse des PSR.

Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023

Publié le

ID : 062-216201335-20230322-DEL23\_01-DE

En Mds € - À périmètre courant

## Concours financier de l'Etat ( 55 Mds € )

Ils totalisent tous les prélèvements sur recettes (PSR) de l'État au profit des collectivités locales ainsi que les crédits du budget général relevant de la mission relations avec les collectivités territoriales (RCT) et la TVA des régions. Ces concours financiers progressent par rapport à 2022, hors mesures exceptionnelles de soutien pendant la crise sanitaire, sous l'effet du dynamisme des concours et de nouvelles mesures.

La dotation de subventions exceptionnelles (10 millions €) pour soutenir les communes en difficulté est en nette hausse par rapport à 2022 (2 millions €). De même, la dotation de soutien aux communes pour la protection de la biodiversité et pour la valorisation des aménités rurales augmente pour atteindre 30 millions € en 2023 et la dotation de solidarité face aux événements climatiques (DSEC) pour répondre aux dommages causés par la tempête Alex (Alpes-Maritimes) est portée à 40 millions € en AE (autorisations d'engagement) et 60 millions € en CP (crédits de paiement). Enfin, le fonds de reconstruction exceptionnel également en hausse sera alimenté à hauteur de 150 millions € au total.

Fiscalité transférée	30,3 (40)	Financement de la formation professionnelle	0,6 (0,9)
----------------------	--------------	---	--------------

### Transferts financiers hors fiscalité transférée et apprentissage

LFI 2023 : 69,9  
(LFI 2022 : 65)

Subventions autres ministères	5 (5)	Dégrèvements législatifs	7,3 (6,7)	Amendes de police	0,6 (0,6)
				Fonds accélération de transition écologique	2 (0)

### Concours financiers de l'Etat aux collectivités locales

LFI 2023 : 55  
(LFI 2022 : 52,8)

Prélèvements sur recettes dont	45,6 (43,2)	Mission RCT dont	4,3 (4,9)	TVA des régions	5,1 (4,7)
DGF	28,9	DGD	1,315		
FGTVA	6,7	DETR	1,046		
DCRTP	2,9	DSIL (communes et groupements)	0,570		
Comp. réduction de 50 % des val. loc. des locaux industriels	3,8	DSI Départements	0,212		
Soutien exceptionnel prix énergie	1,5	Comp. régions frais de gestion TH	0,293		

## Prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat (PSR) au profit des collectivités territoriales en 2023 :

### Un niveau de DGF en augmentation

Les PSR de l'État en faveur des collectivités représentent une part prépondérante des concours financiers de l'État (83 %) et même de l'ensemble des transferts aux collectivités locales (41 %).

A périmètre courant	LFI 2023 (en milliers €)	LFI 2022 (en milliers €)	Évolution LFI 2023 / LFI 2022
Dotation globale de fonctionnement (DGF)	26 031 382	26 708 080	0,6%
Dotation spéciale pour le logement des instituteurs (DSI)	5 274	5 738	-8,1%
Dotation de compensation des pertes de bases de contribution économique territoriale et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	50 000	50 000	0,0%
Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FOTVA)	6 700 000	6 500 000	3,1%
Compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	628 110	580 633	8,2%
Dotation élu local (DEL)	108 506	101 006	7,4%
Collectivité de Corse	42 047	57 471	-26,3%
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion (FMDI)	433 823	440 432	-1,5%
Dotation départementale d'équipement des collèges (DDEC)	326 317	326 317	0,0%
Dotation régionale d'équipement scolaire (DRES)	661 186	661 186	0,0%
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire (DGES)	2 686	2 686	0,0%
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP)	2 075 214	2 880 214	-0,2%
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale (DTCE)	378 004	388 004	-2,6%
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les EPCI percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	4 000	4 000	0,0%
Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	107 000	107 000	0,0%
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	6 822	6 822	0,0%
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (FDPTP)	284 278	284 278	0,0%
Compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement de transport	48 021	48 021	0,0%
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	27 000	27 000	0,0%
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	122 559	122 559	0,0%
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de la Polynésie française	90 552	90 552	0,0%
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire	0	100 000	-100,0%
Compensation de la réduction de 50 % des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels	3 025 352	3 641 930	5,0%
Compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de CFE	1 000	1 000	0,0%
Soutien exceptionnel 2022 pour les communes et leurs groupements face à la croissance des prix de l'énergie et de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique	430 000	0	-
Soutien exceptionnel 2023 pour les collectivités territoriales face à la croissance des prix de l'énergie	1 500 000	0	-
<b>TOTAL</b>	<b>45 590 013</b>	<b>43 224 929</b>	<b>5,5%</b>

Source : LFI 2023

Les PSR s'élèvent à 45,590 milliards € en 2023, c'est-à-dire en hausse par rapport à la LFI 2022. Cette évolution est essentiellement due :

- aux 1 500 millions € (nouveau filet de sécurité 2023) versés aux collectivités pour faire face à la croissance des prix de l'énergie
- aux 430 millions € versés en soutien exceptionnel aux communes et groupements face à la croissance des prix de l'énergie et de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique
- à l'augmentation anticipée de 200 millions € du FCTVA en 2023
- à la hausse de 183 millions € de PSR de compensation de la réduction de 50 % des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels (liée au dynamisme des bases de ces impositions),
- à l'augmentation prévisionnelle de 47,5 millions € de compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale,
- à la diminution prévue de 15 millions € de deux dotations : la DC RTP et la DTCE au titre de la minoration des variables d'ajustement.

La DGF 2023 évolue et atteint un montant de 26,9 Mds€ Cela s'explique par l'abondement de 320 M€

#### Stagnation des dotations de soutien à l'investissement local en 2023 sauf la DSIL

Les dotations d'investissement allouées aux communes et EPCI s'élèvent à 1,8 milliard € dans la LFI 2023, montant en baisse (lié à la DSIL) comparativement à 2022 :

- dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) : 1 046 millions €
- dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) : 570 millions € (-337 millions € par rapport à 2022)
- dotation politique de la ville (DPV) : 150 millions €

La dotation de soutien à l'investissement des départements (DSID) est renouvelée au même niveau que l'année passée : 212 millions €.

Concernant la DPV, l'article 195 met en cohérence les années retenues pour le calcul du ratio de population résidant en quartier prioritaire de la politique de la ville, avec baisse du ratio de 19 à 16 % afin d'éviter que certaines communes soient privées de l'éligibilité à la DPV suite à l'alignement des millésimes de population.

De plus, la LFI apporte une précision sur deux critères possibles d'éligibilité à la DPV : le premier reste que la commune soit citée dans la liste (au 1er janvier de l'année de répartition) des quartiers qui présentent les dysfonctionnements urbains les plus importants. Mais le second critère concernant l'existence d'au moins une convention pluriannuelle conclue avec l'agence nationale pour la rénovation urbaine, la situation de la commune est regardée au 1er janvier 2021 (et non plus sur l'année en cours)

#### Majoration possible de la DETR et de la DSIL

Il est décidé en LFI que le préfet prendra en compte le caractère écologique des projets lors de la fixation des taux de subvention pour la DETR et la DSIL, afin que les opérations d'investissement favorisant la transition écologique puissent bénéficier d'un taux de subvention majoré.

## Filet de sécurité

La loi de finances rectificative pour 2022 a instauré une aide pour soutenir les collectivités les plus fragiles face à l'inflation et au relèvement du point d'indice.

La période inflationniste se prolonge en 2023 et donne lieu à la création d'un nouveau dispositif d'aide aux collectivités.

Cette dotation concerne les communes et leurs groupements, les départements, la ville de Paris, la métropole de Lyon, les régions et les collectivités de Corse, Martinique et Guyane, qui répondent aux critères cumulatifs suivants :

- une épargne brute 2023 en baisse de plus de 15 % par rapport à 2022
- pour les communes : le potentiel financier par habitant doit être inférieur au double du potentiel financier

moyen par habitant des communes de même strate démographique

- pour les EPCI à fiscalité propre : le potentiel fiscal par habitant doit être inférieur au double du potentiel fiscal moyen par habitant des EPCI à fiscalité propre de même catégorie juridique

La dotation est égale à 50 % de la différence entre l'augmentation des dépenses d'approvisionnement en énergie, électricité et chauffage urbain (entre 2022 et 2023) et 50 % de celle des recettes réelles de fonctionnement.

Les collectivités qui pensent être éligibles, peuvent faire une demande d'acompte avant le 30 novembre 2023

## Crédit du budget général dont le « fonds vert »

Le Gouvernement, engagé en matière de lutte contre le changement climatique, a annoncé fin août 2022 la création d'un fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires : le « fonds vert » inscrit dans cette LFI.

Ce fonds, doté de 2 milliards € d'autorisations d'engagement pour 2023, vise à soutenir les projets des collectivités territoriales en termes de :

- performance environnementale (rénovation des bâtiments publics des collectivités, modernisation de l'éclairage public, valorisation des biodéchets)
- adaptation des territoires au changement climatique (risques naturels, renaturation)
- amélioration du cadre de vie (friches, mise en place de zones à faible émission, ...)

## Dotation pour les titres sécurisés

Les communes équipées de stations (dispositif de recueil) ont été fortement sollicitées pour enregistrer les demandes de titres sécurisés (cartes nationales d'identité et passeports). Afin d'accompagner financièrement celles qui se sont mobilisées pour réduire les délais, la loi de finances rectificative pour 2022 a débloqué une enveloppe exceptionnelle de 10 millions €.

L'État estime que les demandes vont rester élevées pour les années à venir, c'est pourquoi cet article réforme la dotation pour les titres sécurisés afin d'augmenter le soutien financier de 20 millions €. Les modalités de la réforme restent à définir pour conduire à :

- augmenter la dotation forfaitaire
- renforcer le soutien aux communes qui enregistrent un nombre élevé de demandes
- majorer la dotation pour les communes utilisant une plateforme de prise de rendez-vous en ligne interopérable avec la station

### Hausse de la péréquation verticale

En 2023, elle représente 320 millions € (230 millions € en 2022) financés par l'abondement de la DGF.

En millions €	Montants 2023	Hausses 2022 / 2023
COMMUNES		
Dotation nationale de péréquation (DNP)	794	
Dotation de Solidarité Urbaine (DSU)	2 656	+ 90
Dotation de Solidarité Rurale (DSR)	2 077	+ 200

#### • DSR

Pour répartir l'abondement de DGF sur le plus grand nombre de communes, la hausse de la DSR 2023 sera répartie au minimum à 60% sur sa fraction « péréquation ».

De plus, la garantie de l'attribution de la DSR (montant au moins équivalent à celui perçu en 2019) est exceptionnellement prolongée en 2023 pour les communes nouvelles qui y étaient éligibles pour la dernière année en 2022.

### Adaptations du système fiscal aux exigences de la transition énergétique

Exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les logements sociaux.

Pour bénéficier d'une exonération de 20 ans au lieu de 15 ans, les critères ne sont plus uniquement des critères de qualité environnementale mais s'élargissent pour devenir des critères de performance énergétique et environnementale du bâtiment.

Il existe des exonérations plus longues (25 ans) si le projet fait l'objet d'une subvention ou d'un prêt aidé.

Ce mécanisme devait s'arrêter à la fin de l'année 2022, il est prolongé pour les décisions de subvention ou de prêt aidé prises avant le 31 décembre 2026.

Ces exonérations restent compensées par l'État.

## Taxe d'aménagement

Cette dernière est perçue par les communes, les EPCI à fiscalité propre, les départements et la région Ile-de-France qui ont la possibilité de voter des exonérations totales ou partielles pour certaines catégories de construction ou d'aménagement.

Cet article ajoute une catégorie éligible à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 : les constructions ou aménagements réalisés sur des terrains qui ont fait l'objet d'une opération de dépollution et permettant la réaffectation des sols à un usage conforme aux règles d'urbanisme applicables sur ces terrains.

Le calcul de la taxe d'aménagement fait intervenir des valeurs forfaitaires (qui sont à multiplier par les taux votés et la surface ou le nombre pour les parkings). Pour les aires de stationnement, la valeur forfaitaire d'un emplacement est de 2 000 €.

La LFI porte cette dernière à 2 500 € au 1<sup>er</sup> janvier 2023 puis à 3 000 € au 1<sup>er</sup> janvier 2024. A ce jour, les communes et EPCI à fiscalité propre ont la possibilité d'aller au-delà et de fixer cette valeur forfaitaire jusqu'à 5 000 €. Cet article passe ce seuil maximum à 6 000 € au 1<sup>er</sup> janvier 2024.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, ces montants seront actualisés tous les 1<sup>er</sup> janvier en fonction du dernier indice du coût de la construction publié par l'INSEE

## Allègements de taxes

Simplification des allègements de taxe foncière sur les propriétés bâties et de taxe d'habitation sur les résidences secondaires, pour les personnes âgées ou invalides ayant des ressources très modestes.

En effet, les allègements ne seraient plus conditionnés par la présence de « cohabitants »

## Valeurs locatives des locaux professionnels

Les valeurs locatives des locaux professionnels font l'objet d'une réforme initiée en 2017 avec une actualisation des paramètres réalisée en 2022 pour une prise en compte en 2023.

Il y a un risque de réévaluation important et donc d'augmentation significative de l'imposition, c'est pourquoi cet article décale de deux ans (en 2025) la prise en compte de cette actualisation afin de s'assurer qu'elle ne conduise pas à une hausse trop élevée.

En attendant, la règle de revalorisation de droit commun s'applique, c'est-à-dire la moyenne de l'évolution annuelle des loyers des 3 années précédentes.

## Valeurs locatives des locaux d'habitation

Au regard du décalage de l'actualisation des valeurs locatives des locaux professionnels, le calendrier de révision des valeurs locatives des locaux d'habitation est également repoussé de deux ans pour bénéficier du retour d'expérience. La finalité du calendrier est de repousser la mise en œuvre du 1<sup>er</sup> janvier 2026 au 1<sup>er</sup> janvier 2028.

### Taxe sur les logements vacants

Cette taxe concerne les logements non occupés ou non loués par leur propriétaire. Elle s'applique de plein droit pour les communes en « zone tendue » et peut-être instaurée par délibération dans les autres communes. Augmentation du taux, le faisant passer de 12,5 % à 17 % la 1<sup>ère</sup> année d'imposition, puis de 25 % à 34 % pour les années suivantes, afin d'inciter à la non vacance des locaux.

### Taxe d'aménagement (TA)

En effet, les délibérations prévoyant les modalités de reversement, au titre de 2022 ou 2023, de tout ou partie de la taxe perçue par la commune à l'EPCI ou au groupement de collectivités dont elle est membre demeurent applicables tant qu'elles n'ont pas été rapportées ou modifiées par une délibération. Cette mesure portant sur 2022 est prolongée en 2023.

De plus, la perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales n'est plus compensée, à due concurrence, par une majoration de la DGF.

### Bouclier tarifaire et amortisseur électricité

Le « bouclier tarifaire » est prolongé pour l'année 2023 pour les petites collectivités éligibles aux tarifs réglementés de vente de l'électricité, c'est-à-dire qui ont :

- moins de 10 équivalents temps plein (ETP)
- des recettes de fonctionnement inférieures à 2 millions €
- un contrat d'électricité d'une puissance inférieure à 36 Kva

La hausse des tarifs réglementés est limitée à 15% en moyenne à compter du 1<sup>er</sup> février 2023. Pour les collectivités non éligibles à ce bouclier tarifaire, la LFI met en place pour cette année un amortisseur électricité dès le 1<sup>er</sup> janvier 2023. Pour les collectivités concernées et qui payent leur électricité plus de 180 €/MWh, l'État va prendre en charge 50 % de la facture d'électricité pour les tarifs compris entre 180 et 500 €/MWh.

### Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT)

Le CNFPT est financé en partie par l'État pour les frais de formation des apprentis employés par les collectivités. La création en 2022 d'une cotisation supplémentaire (maximum 0,1 %) à la charge des collectivités territoriales doit amorcer la diminution de la participation de l'État.

D'ici fin 2025, la part de l'État va diminuer pour être remplacée par un financement pris en charge par les collectivités territoriales. Les modalités en seront fixées ultérieurement.

### 3<sup>ème</sup> partie - L'ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIERE DE LA VILLE DE BILLY-MONTIGNY FIN 2022

#### A – Les orientations de la section de Fonctionnement

L'année 2022 a été une année relativement normale, malgré quelques soubresauts de la crise sanitaire.

Les chiffres de la colonne 2022 correspondent au compte administratif anticipé.

##### 1 - Des dépenses de fonctionnement quasiment stables :

La maîtrise des dépenses de fonctionnement se poursuit et sera traduite dans le projet de budget primitif 2023.

La poursuite d'une dynamique de gestion resserrée apparaît en effet indispensable pour préserver l'autofinancement de la commune et sa capacité à investir.

*Depuis 2020, les dépenses de fonctionnement enregistrent une décélération de 1,23% entre 2019 et 2020 et 1% entre 2020 et 2021. Cette évolution s'explique principalement par le recul des charges générales en raison de la fermeture des services durant la crise sanitaire.*

Les postes les plus importants sont les charges de personnel (56% des dépenses) et les charges générales (30% des dépenses).

→ Les charges générales enregistrent en 2022 une légère augmentation de l'ordre de 14,28% liée à une reprise après deux exercices faussés par la crise sanitaire.

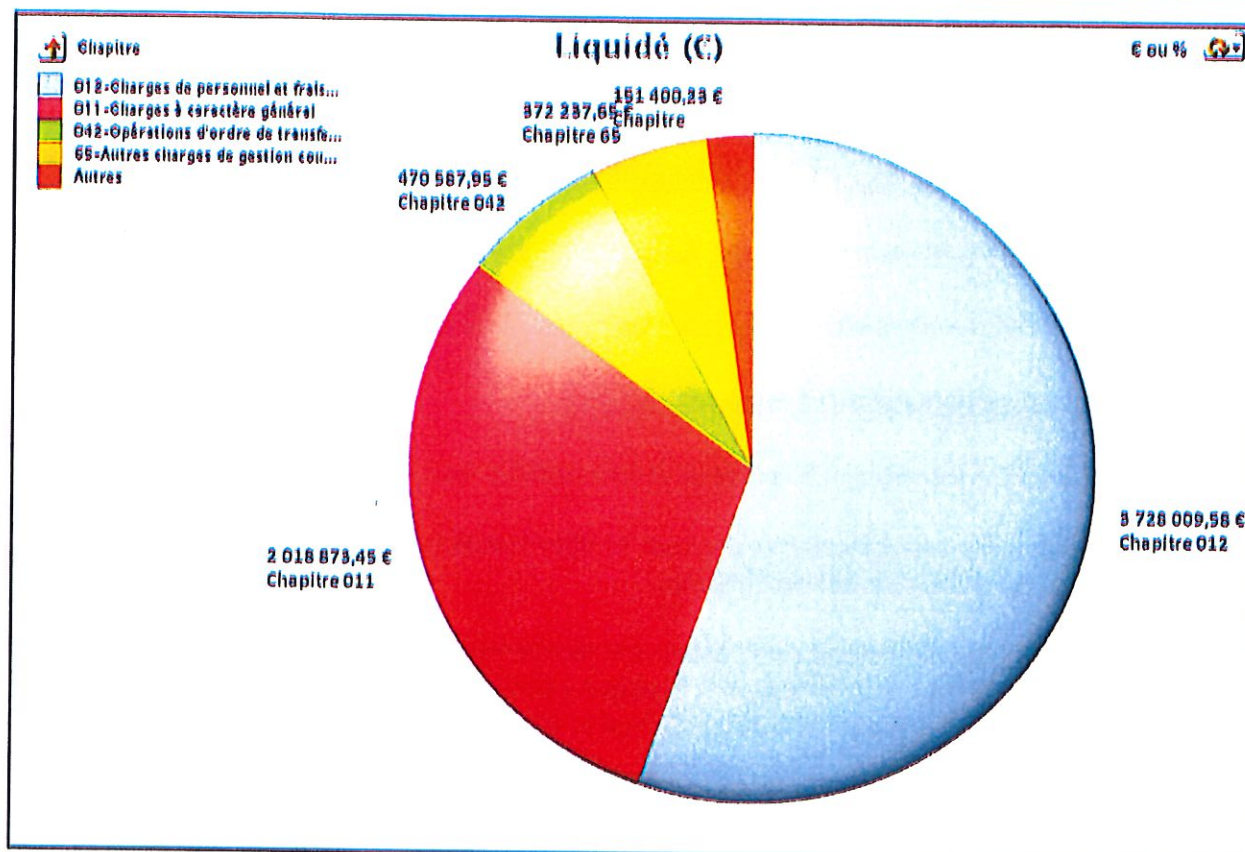
→ En 2022, les dépenses de personnel connaissent une légère augmentation de l'ordre de 2,18%, en raison de deux éléments réglementaires liés au PPCR qui sont venus impacter la masse salariale :

- la dernière année d'effet des revalorisations indiciaires,
- un volume encore important d'avancements d'échelon, notamment pour la catégorie C.

Le ratio dépenses réelles de fonctionnement/population considéré comme un indicateur de coût, cherche à appréhender le niveau des charges réelles de fonctionnement supporté par la collectivité. Il constitue une des mesures possibles du « service rendu » aux habitants de Billy-Montigny.

	2018	2019	2020	2021	2022
Dépenses réelles de fonctionnement par habitant	724	742	738	725	763

Les dépenses de la commune de Billy Montigny ne représentent que 763 €/hab. lorsque la moyenne de l'échantillon est de 844 €/hab.



### Les principaux postes de dépenses

Dépenses de fonctionnement	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022
Charges à caractère général	1 933 453,28	2 042 896,46	1 859 062,94	1 751 987,69	2 002 232,33
Charges de personnel	3 387 942,36	3 380 684,31	3 562 008,77	3 648 178,68	3 728 009,58
Atténuation de produits	-	-	-	-	-
Autres charges de gestion courante	418 832,97	457 925,18	404 451,75	377 471,98	372 237,55
<b>S/T Charges de gestion</b>	<b>5 740 228,61</b>	<b>5 881 505,95</b>	<b>5 825 523,46</b>	<b>5 777 638,35</b>	<b>6 102 479,56</b>
Charges financières	104 018,95	96 306,70	88 605,10	76 547,71	84 160,20
Charges exceptionnelles	13 371,30	32 162,54	21 843,03	22 298,36	14 892,17
<b>S/T charges courantes</b>	<b>5 857 618,86</b>	<b>6 009 975,19</b>	<b>5 935 971,59</b>	<b>5 876 484,42</b>	<b>6 201 531,93</b>
<b>S/T dépenses réelles</b>	<b>5 857 618,86</b>	<b>6 009 975,19</b>	<b>5 935 971,59</b>	<b>5 876 484,42</b>	<b>6 201 531,93</b>

Les dépenses de fonctionnement comportent 3 postes principaux :

#### a) Les charges à caractère général

Les charges à caractère général regroupent les achats courants, les services extérieurs.

Elles représentent à peu près 30 % des dépenses réelles de fonctionnement et impactent tous les postes de la collectivité.

L'augmentation d'une partie de ces charges est quasi-inévitable puisqu'il s'agit ici des dépenses d'énergie liées en partie aux factures de gaz, eau, électricité, essence, matières premières, soumises à l'augmentation du coût de la vie.

Elles regroupent également toutes les dépenses liées à l'entretien des bâtiments publics et des voiries et trottoirs.

**Prévision 2023 :** Des augmentations fortes concernant le gaz et l'électricité sont attendues ( EP 2022, 77 450€, 2023, 116 170€ prévu. Pour les bâtiments, 2022, 188 500€, 2023, 660 000€ prévu) des recherches d'économie seront nécessaires sur le chapitre 011 : optimisation de la gestion des fluides, de la maintenance.

### **b) Les charges de personnel**

**Sur la commune de Billy-Montigny, les dépenses du chapitre 012 sont restées stables sur la période 2018 /2022.**

Elles ont augmenté de 0.7% sur 4 ans de 2015 à 2019 alors que l'évolution normale attendue des dépenses du personnel sous l'effet du Glissement Vieillesse Technicité (GVT) est d'environ 1.5% par an soit 6% sur 4 ans.

En 2023, le budget prévisionnel pour le chapitre 012 devrait légèrement augmenter, en raison de nouvelles mesures salariales mises en œuvre par le gouvernement :

- ↳ l'intégration de la revalorisation du SMIC dans le pied de la grille salariale de la fonction publique pour protéger les agents les moins bien rémunérés face à la hausse des prix.

Ainsi, pour tenir compte des hausses successives du SMIC des 1er janvier et 1er mai 2022, le minimum de traitement dans la fonction publique, a été augmenté. Ainsi, depuis le 1er mai 2022, les fonctionnaires et agents contractuels de droit public occupant un emploi doté d'un indice majoré inférieur à 352 percevront le traitement afférent à l'indice majoré 350 (indice brut 382).

- ↳ La revalorisation du début de carrière de la catégorie C.

La refonte des grilles indiciaires doit ainsi permettre de redonner du pouvoir d'achat aux plus bas salaires, dynamiser l'évolution salariale de début de carrière et accélérer le déroulé de carrière pour garantir une progression constante.

Les durées des grades C1 et C2 seront réduites respectivement de 6 ans (C1) et 5 ans (C2) et la durée des échelons qui sont aujourd'hui à 2 ans sera réduite à 1 an.

- ↳ l'attribution exceptionnelle d'une bonification d'ancienneté aux agents de catégorie C.

Au 1er janvier 2022, une bonification d'ancienneté d'un an sera exceptionnellement attribuée à tous les agents relevant de la catégorie C. Cette mesure exceptionnelle d'accélération de la carrière aura un effet paye immédiat pour les agents à moins d'un an d'un avancement d'échelon et se cumulera avec la revalorisation de la grille.

Le ratio dépenses de personnel/ dépenses réelles de fonctionnement mesure la charge de personnel de la collectivité et cette dépense est incompressible.

	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022
Dépenses de personnel sur dépenses réelles de fonctionnement	57,30%	57%	55,30%	58,58%	61,24%	59,45%
Dépenses de personnel sur recettes réelles de fonctionnement	-	39,14%	39,09%	38,77%	40,32%	39,92%

Commune strate identique : 55,80% (source DGCP)

### c) Les autres charges de gestion courante

Les charges de gestion courantes comprennent notamment les subventions allouées aux différentes associations qui représentent environ 160 000 euros et restent stables. La vie associative est très active à Billy-Montigny et bénéficie du soutien constant de la municipalité depuis de nombreuses années. La municipalité a toujours fait le choix de ne pas restreindre le montant des subventions allouées aux associations communales, et ce, malgré la baisse des dotations de l'Etat et la crise sanitaire.

Le montant pour 2023 s'inscrira dans la continuité des années précédentes.

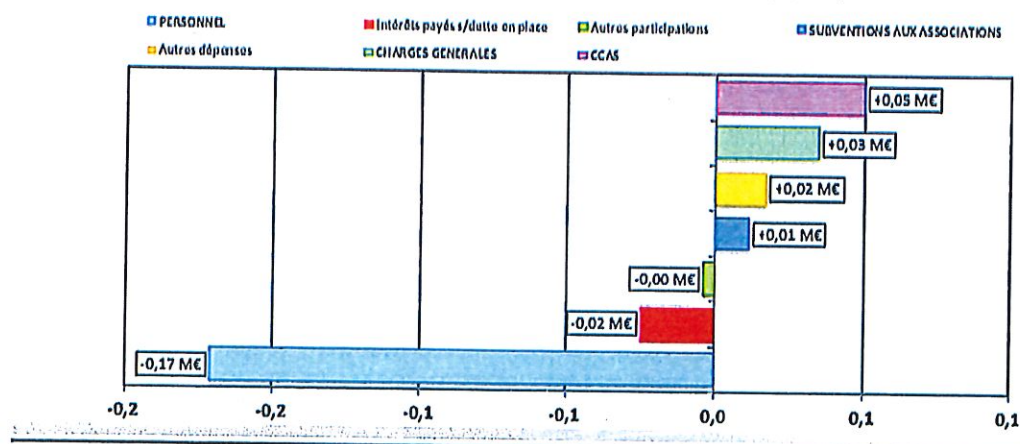
La subvention versée au CCAS varie chaque année, en raison de l'excédent de fonctionnement qui résulte du compte administratif.

En 2021, la subvention s'élevait à 75 000 euros et 70 000 en 2022. Il sera proposé de la reconduire en 2023 à hauteur de 105 000 € dans le cadre du vote du budget primitif.

### d) Les charges financières :

Les charges financières sont composées des intérêts de la dette, qui se sont élevées à 137 250 euros sur 2022. En 2022, la ville a contracté un emprunt de 2M afin de financer, en partie, le nouveau centre aquatique. A noter que les intérêts des emprunts, basés sur le livret A connaissent une forte hausse qui est directement liée à l'augmentation du taux de rémunération du livret A.

Contribution des différents postes de dépenses à la baisse globale des dépenses de fonctionnement sur la période 2017 - 2019 (-0,1 M€)



## 2 – Des recettes de fonctionnement stables :

Les recettes de fonctionnement ont augmenté de 1,03 % entre 2021 et 2022 :

- Les **dotations de péréquation**, comprenant la DSR, DSU, ont poursuivi la trajectoire de revalorisation de leurs enveloppes, la DNP a connu quant à elle un très léger reflux sur la période
- Les **atténuations de charges** se sont réduites sur la période (-33,20%) : elles varient en fonction des versements de sécurité sociale et des différentes assurances (arrêts maladie ...) ;
- Les produits **fiscaux**, après avoir bénéficié de la dynamique des bases en 2018, ont amorcé en 2019 une décélération par volonté de la collectivité. Le taux de taxe foncière sur les propriétés bâties a été voté en baisse en 2019, 2020 et 2021 et 2022, par décision du conseil municipal visant à annuler l'effet revalorisation législative des bases.
- Le **FPIC** est resté quasi stable en 2022 par rapport en 2021.

Pour rappel, le FPIC se calcule au niveau du territoire (EPCI + communes).  
Le niveau du ratio recettes réelles de fonctionnement / habitant donne une idée des ressources dont dispose la commune pour financer ses interventions.

	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022
Recettes réelles de fonctionnement par habitant	1071,37	1 055,71	1 050,55	1 116,16	1 102,36	1 136,37

Commune de strate identique : 1 243 € /habitant - Source DGCP

### Les principaux postes de recettes

Recettes de fonctionnement		CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022
70	Produits des services	280 197	322 311	212 786	245 045	273 373
73	Impôts et taxes	3 902 819	3 868 373	3 937 126	4 209 178	4 253 357
74	Dotations et participations	4 207 627	4 177 183	4 321 566	4 246 855	4 414 929
75	Autres produits gestion courante	54 083	113 536	81 008	106 277	117 001
013	Atténuations de charge	182 374	156 375	182 404	174 127	57 827
S/T produits courants		8 627 102	8 637 781	8 734 892	8 981 484	9 116 487
S/T recettes réelles		8 655 798	8 647 088	9 187 127*	9 048 036*	9 338 691
S/T recettes d'ordre		-	-	-	-	-
Total des recettes		8 655 798	8 647 088	9 187 127	9 048 036	9 338 691

\* + les produits exceptionnels

Les recettes de la commune sont composées à **42% des dotations de l'Etat** (dotation forfaitaire, DSR, DSU, DNP) et à **45% de fiscalité**

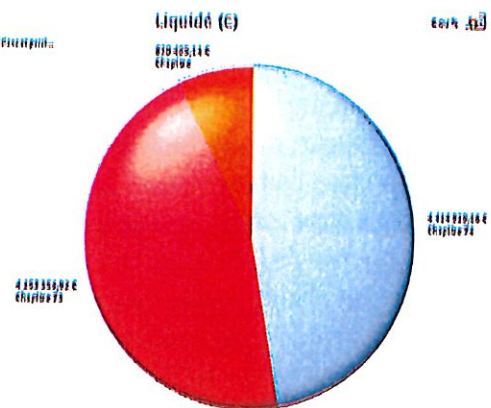
→ **42%** des recettes sont **soumises aux décisions de l'Etat** sur sa politique de péréquation. La commune de Billy-

Montigny est largement dépendante du dynamisme des dotations pour faire face à l'augmentation de ses dépenses.

→ **La fiscalité** reste stable sur commune malgré la revalorisation des valeurs locatives. **La commune a baissé le niveau de pression fiscale en 2019, 2020, 2021 et**

**2022** (baisse du taux de TFPB en 2019 : - 2.2 points et - 0.9 point en 2020 et -0,5 point en 2021, et -2% en 2022 annulant la revalorisation annuelle des bases établie par la Loi de Finances).

Chapitre  
21-Produits des services publics  
22-Produits des services publics  
23-Produits des services publics



#### a) Les produits de la fiscalité directe et indirecte :

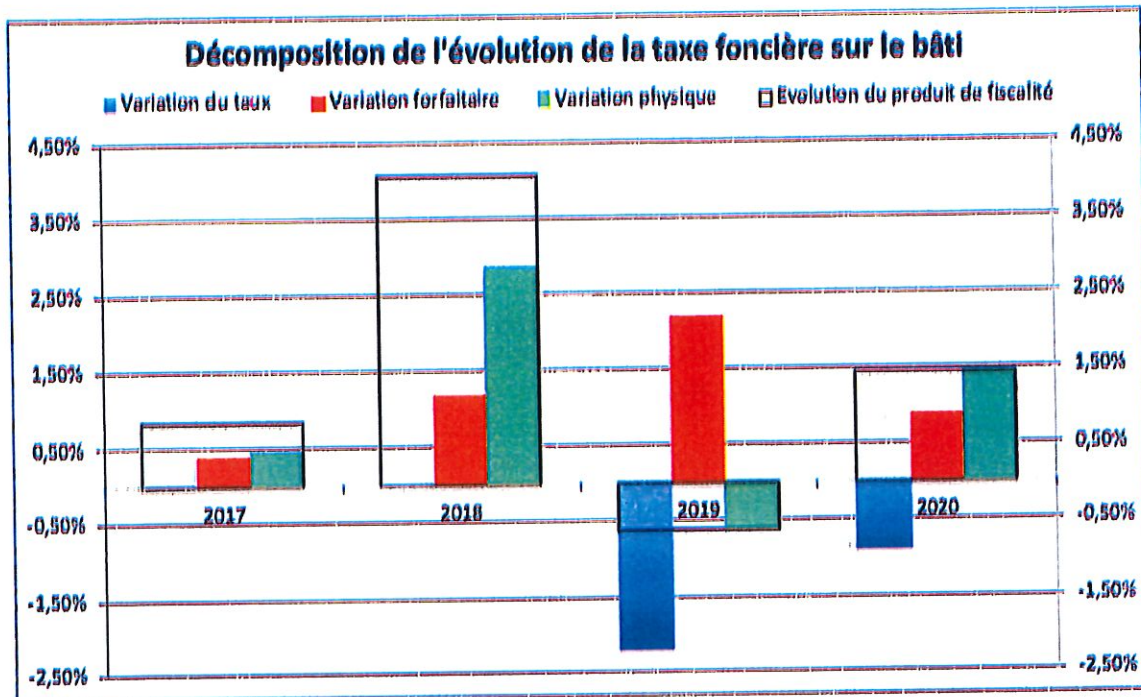
Le chapitre des impôts et taxes du budget de la Ville constitue près de 45.50% des recettes réelles de fonctionnement.

A l'intérieur de ce chapitre se trouvent :

- **Les contributions directes**, soit le total des recettes représentées par les Taxes Foncières (Bâti dont reversement de la part départementale et Non Bâti) représentent 69.60% de ce chapitre avec 2 960 349 € en 2022.

La **fiscalité directe évolue à un faible rythme** sur la période 2017/2020 sur le territoire de la commune. En effet, en moyenne la fiscalité a augmenté de 0,8% par an. Cependant une action à la baisse sur les taux fiscaux contribue à l'explication. Une progression physique importante des bases de foncier bâti a cependant été observée en année 2018 (+2,8%), très certainement liée à la fin d'exonération de bases logement social (+10% de progression des bases logement social entre 2017 et 2019), amenant la municipalité à voter une diminution de taux au prorata de la variation forfaitaire des bases décidée en LFI sur les années suivantes :

- En 2019, diminution du taux communal de TFPB de 2,2% ;
- En 2020, diminution du taux communal de TFPB de 0,9% ;
- En 2021, diminution du taux communal de TFPB de 0,5 % ;
- En 2022, diminution du taux communal de TFPB de 2.00%



2021 est la première année d'application de la réforme du transfert de la taxe foncière départementale aux communes, en lieu et place de la taxe d'habitation. Un coefficient correcteur de 1,052439 représentant 146 511 euros de recettes est appliqué aux recettes de taxes foncières départementales pour les ajuster à nos recettes antérieures de taxe d'habitation.

En termes de taux de foncier bâti, la ville de Billy Montigny dispose d'un taux de référence de 52,91 % : application du taux départemental du foncier bâti de 22,26 au taux communal de 30,65.

	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022
Produit des impositions directes par habitant	335.04	330,26	334,35	353,40	360.23

Le produit de la fiscalité directe par habitant pour les communes de strates de population identique s'élève à 501 euros/hbt (source DGCL).

➤ **Les contributions indirectes** (taxe sur l'électricité, droits de mutation, attribution de compensation, dotation de solidarité communautaire...)

L'attribution de compensation (part reversée par la CALL qui perçoit la Taxe Professionnelle Unique en lieu et place des communes) représente quant à elle 18% de ce chapitre. Elle s'élève pour l'année 2022 à 645 723 euros.

La Loi de finances pour 2020 a fait évoluer les règles relatives à la répartition de la Dotation de Solidarité Communautaire, notamment dans la prise en compte des critères d'attribution. Ainsi, le 10 novembre 2021, le Conseil Communautaire a approuvé le Pacte Financier et Fiscal de Solidarité intégrant ces évolutions législatives.

Ainsi, le montant prévisionnel de la Dotation de Solidarité Communautaire (DSC) perçue par la commune passerait de 122 846 € en 2022 à 123 563 € en 2023.

Suite à l'adoption des nouvelles modalités de répartition de la dotation de solidarité communautaire, une correction des attributions de compensation (AC) des communes a été

entérinée par la CALL afin d'assurer une neutralité territoriale des sommes dont bénéficient les communes au regard des nouveaux critères de cette dotation.

En application de ce nouveau mode de répartition des AC, en 2023, le montant prévisionnel serait de 768 569.50 euros.

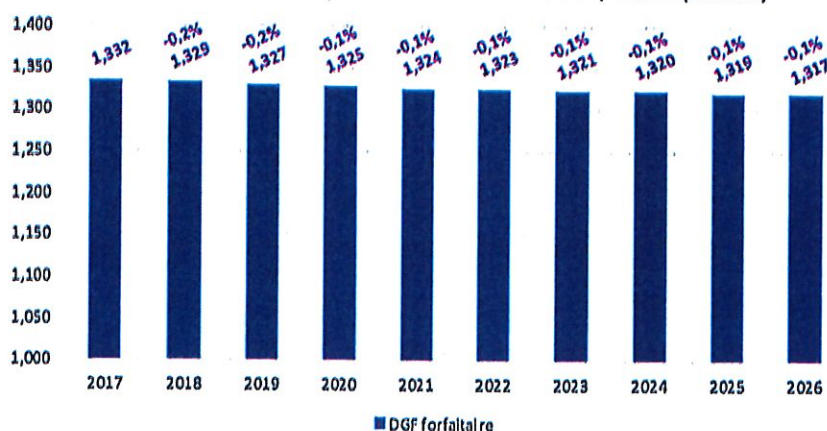
Au final cela restera identique pour la Ville.

#### b) Les concours financiers de l'Etat :

Les recettes des dotations de l'Etat représentent 43% des recettes réelles de fonctionnement. Entre 2014 et 2017, l'Etat a diminué le versement de la dotation forfaitaire aux collectivités locales. Ainsi, pour Billy Montigny, la DF est passée de 1,7 M€ en 2014 à 1,3 M€ en 2017. Depuis 2017, l'évolution de la contribution au redressement est interrompue. La DF se maintient à 1,33M€. Ainsi, en 4 ans, la commune de Billy-Montigny a contribué à hauteur de 1 039 314 euros au redressement des finances publiques.

	2013	2014	2015	2016	2017	TOTAL Sur 4 ans
Dotation forfaitaire	1 768 383	1 715 749	1 573 168	1 412 968	1 332 333	
Perte annuelle par rapport à 2013		52 634	195 215	355 415	436 050	1 039 314

Evolution de la DGF part forfaitaire sur 2021 / 2026 (en M€)



La Dotation Globale de Fonctionnement de la commune de Billy-Montigny s'élève à 3 898 811 euros en 2022. Au sein de la DGF, la principale dotation est la dotation forfaitaire. La Dotation Globale de Fonctionnement se compose de :

- La dotation Forfaitaire,
- La dotation de Solidarité Rurale,
- La dotation de Solidarité Urbaine,
- La dotation Nationale de Péréquation

	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022
DGF par hab.	429,16	440	446	456	466	474

Le ratio des villes de strates identiques est de 153 €/hbt.

Le ratio « dotation globale de fonctionnement / recettes réelles de fonctionnement » permet d'apprécier le degré de « dépendance financière » de la commune vis-à-vis d'une des principales dotations de l'Etat. Ainsi, en fonction des années, de 30 % à 40% des recettes de fonctionnement relèvent essentiellement de décisions émanant de l'Etat et constituent à ce titre, une ressource sur laquelle la collectivité ne dispose d'aucun moyen d'action quant à son évolution.

DGF	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022
Dotation Forfaitaire	1 332 333	1 329 495	1 326 847	1 325 240	1 326 753	1 327 699
Dot Solidarité Rurale	266 417	286 980	303 540	333 596	354 169	379 626
Dot Solidarité Urbaine	1 627 482	1 691 949	1 744 128	1 799 113	1 844 821	1 892 205
Dot Nationale de péréquation	292 484	299 132	297 520	302 302	299 068	298 759
TOTAL	3 518 716	3 607 556	3 672 035	3 760 251	3 824 811	3 898 289
Ratio DGF/RRF	40%	41,63%	42,46%	40,92%	42,27%	41,75%

Depuis 2014, on observe une augmentation importante des dotations de péréquation (notamment DSR et DSU), mécanisme profitant pleinement à la commune car :

- la DSR est passée de 0,15 M€ en 2014 à 0,38 M€ en 2022 ;
- la DSU a évolué de 1,2 M€ en 2014 à 1,90 M€ en 2022 ;
- la DNP est restée, quant à elle, quasi stable sur la période.

La **Dotation de Solidarité Rurale** (DSR) est une dotation réservée aux communes de moins de 10 000 habitants, comme c'est le cas pour Billy Montigny. Elle est composée de trois fractions :

→ La fraction « **bourg centre** » destinée aux bureaux centralisateurs ou chefs-lieux de canton ou regroupant au moins 15% de la population du canton. Billy -Montigny n'est pas concernée par cette part ;

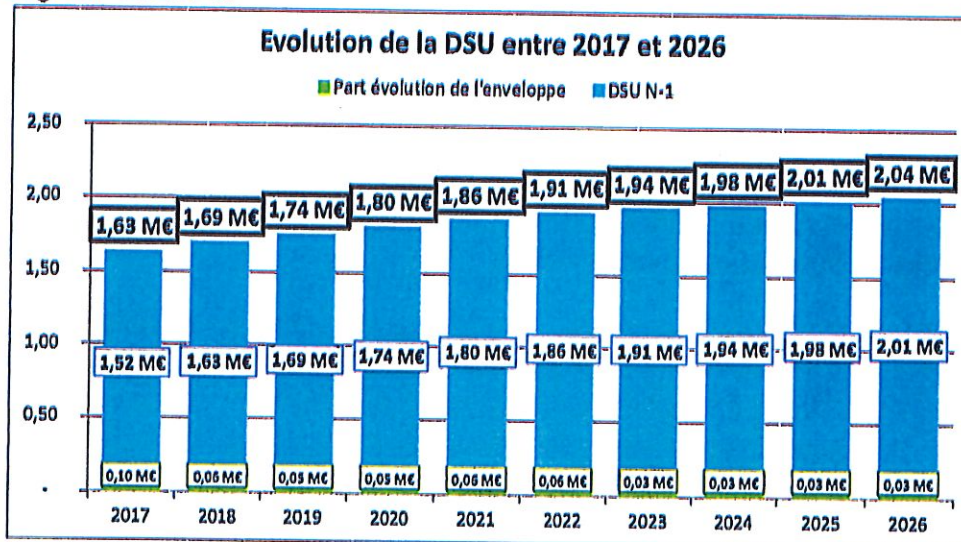
→ La **fraction « péréquation »** bénéficie aux communes disposant d'un potentiel financier par habitant inférieur au double du potentiel financier par habitant moyen de leur strate. Billy-Montigny perçoit cette part car son potentiel financier par habitant est de 708 €/hab. en 2020 lorsque le double de la moyenne est de 2 199 €/hab.

→ La **fraction « cible »** est destinée aux 10 000 premières communes classées en fonction d'un indice synthétique calculé en fonction du potentiel financier par habitant et du revenu par habitant. Billy- Montigny est bénéficiaire de cette fraction puisqu'elle est à la 474ème place du classement 2020.

### Evolution des autres dotations de péréquation sur 2021 / 2026 (en M€)



La ville de Billy-Montigny fait partie en 2022 des 125 communes de moins de 10 000 habitants éligibles à la DSU.



La **Dotation Nationale de Péréquation (DNP)** est composée de deux parts :

→ La **part principale**. La commune est éligible à cette part car son potentiel financier par habitant (708 €/hab.) est inférieur à 105% du potentiel financier par habitant moyen du même groupe démographique (1 099 €/hab.) et son effort fiscal (1,54) est supérieur à l'effort fiscal moyen du groupe démographique (1,19) ;

→ La **part majoration**. Billy Montigny est également bénéficiaire de cette part car, son potentiel fiscal « produits post-TP » (112 €) est inférieur à 75% du potentiel fiscal « produits post-TP » moyen de la strate (205 €)

#### c) Les produits des services :

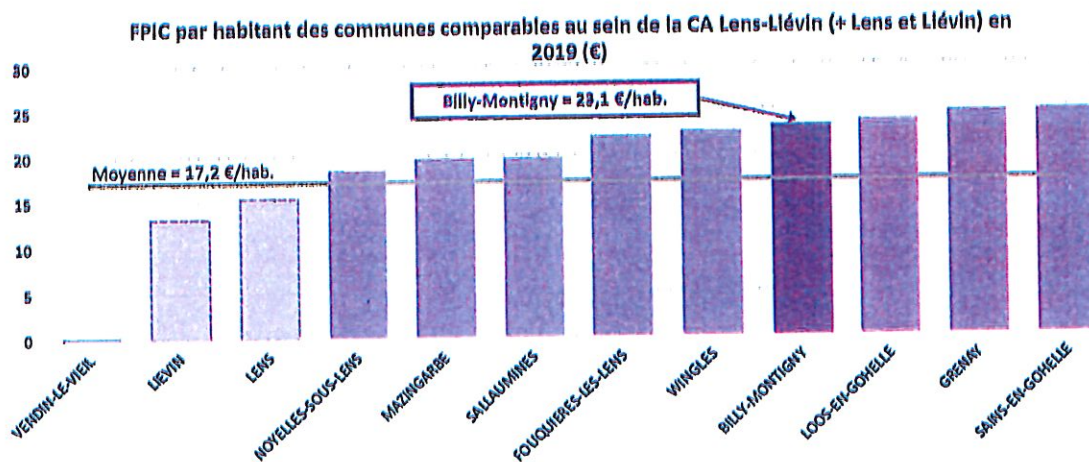
Il s'agit des recettes liées à la fois à l'exploitation et aux prestations de services assurées par la collectivité auprès des usagers. Ces autres recettes restent stables et traduisent les engagements de la municipalité de ne pas peser sur le pouvoir d'achat des familles, en effet, les tarifs municipaux n'augmentent pas.

Après une année 2020 marquée par la période de confinement et la fermeture des services publics, les années 2021 et 2022 ont connu une hausse des produits des services encore quelque peu impactés par la crise sanitaire. Pour 2023, nous tablons sur un retour à la normale de ces recettes.

#### d) Le fonds de péréquation intercommunal :

Le fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC), instauré en 2012, est favorable à notre commune puisque qu'elle perçoit un reversement de la part de la CALL.

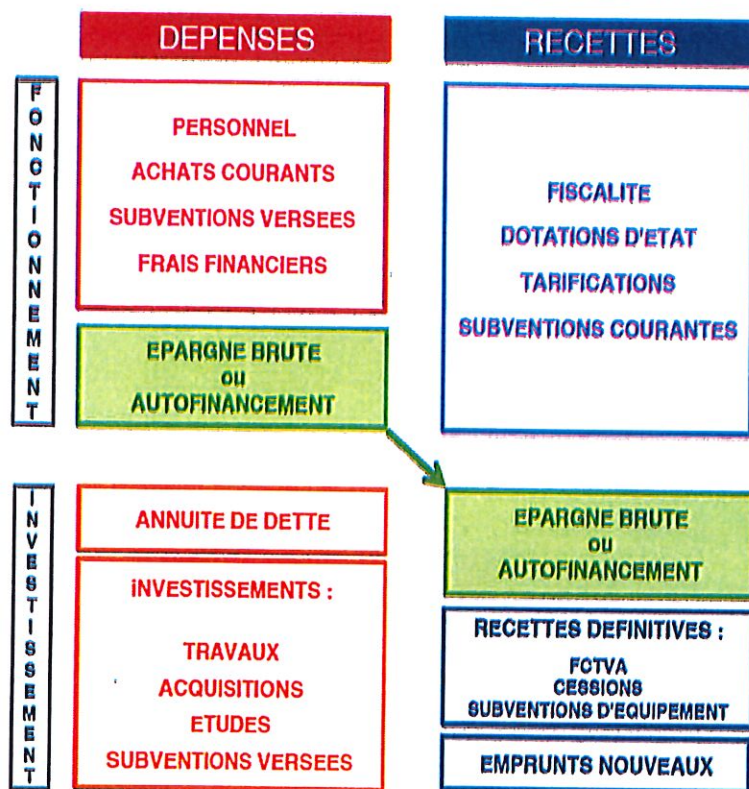
	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
FPIC reçu pour le territoire	9 161 238 €	9 344 653 €	9 531 735 €				
CIF CA Lens Liévin	32,84%	32,92%	33,01%				
FPIC droit commun CA	3 008 246 €	3 076 510 €	3 146 322 €				
FPIC droit commun communes	6 152 992 €	6 268 143 €	6 385 413 €				
Billy-Montigny	212 093 €	194 522 €	191 726 €	189 894 €	199 169 €	206 599	207 125



## B - Les orientations de la section d'investissement

### 1 - Les dépenses d'investissement :

#### STRUCTURE DU BUDGET D'UNE COLLECTIVITE



#### a) L'encours de la dette :

La stratégie de gestion de la dette a pour objectif de limiter l'endettement de la Ville tout en garantissant un haut niveau d'investissement.

Nature	Organisme prêteur	Capital restant dû au 31/12/2022	Durée résiduelle (en années)	Niveau du taux d'intérêt Au 31/12/2022	Capital	Charges d'intérêt
MPH258429EUR/02	Caisse Française de Financement Local	1 231 914,93	5,75	3.85	172 488,53	54 820,50
MPH258434EUR/02	Caisse Française de Financement Local	1 279 279,86	5,83	3.75	178 534,47	52 905,76
1233859	Caisse des dépôts et consignations	708 559,78	10,17	1.82	57 608,71	14 174,52
1233864	Caisse des dépôts et consignations	400 501,46	5,17	1.86	62 571,47	8 566,85
KB8784	Crédit Agricole	1 952 888,52	9,58	1.21	47 111,48	5 982,78
TOTAL GENERAL		5 573 144,55			452 151,89	145 643,82

Fin 2022, l'encours de la dette de la commune s'élève à **5 573 144,55 euros** soit **67,75 euros par habitant**. (La moyenne nationale de la strate est de 754,00 euros par habitant – Source DGCP).

	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022
Encours de la dette par habitant	769	714	655	604	553	678
Annuité de la dette par habitant	79,36	79,75	71,75	72,22	72,83	72,67

**L'encours de dette diminue de 40%** sur la période 2014-2021 passant ainsi de 7,3 M€ à 4,1 M€  
→ Sur ce point, la commune est en phase avec les objectifs visés par la LPFP 2018-2022, c'est à dire, un désendettement de 30% sur la période.

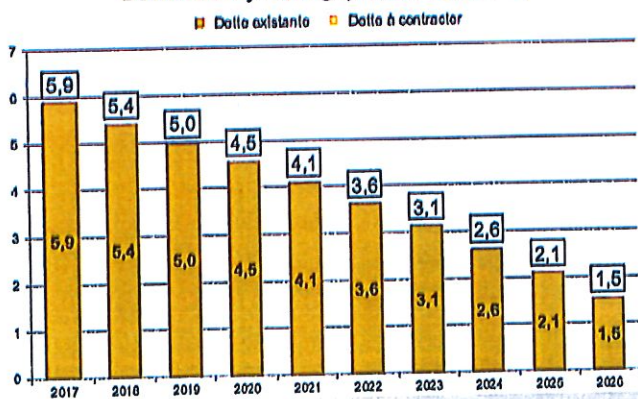
→ Combiné au maintien d'un haut niveau d'épargne brute, la **capacité de désendettement diminue** en passant de 3,9 ans en 2014 à 1,3 an en 2022 et 0,46 année de ses produits réels de fonctionnement.

En 2023, l'encours de dette augmentera légèrement du fait de l'emprunt réalisé de 2 millions d'€, pour le financement du nouveau centre aquatique.

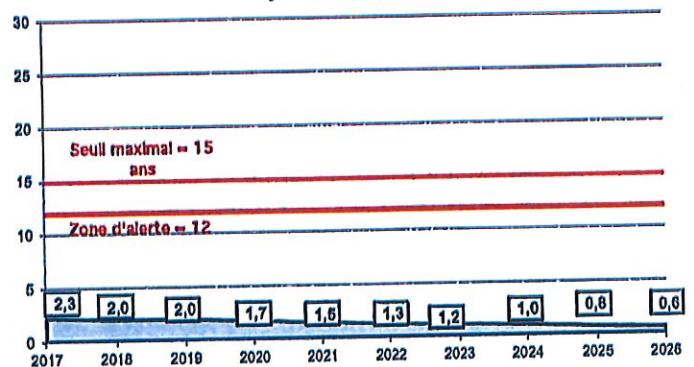
→ Cela signifie, qu'en 2023, malgré cet emprunt, la commune pourrait rembourser la totalité de son encours de dette en moins de 2 ans si elle y consacrait l'intégralité de son épargne brute.

→ Avec ces niveaux de capacité de désendettement, la commune se situe très en deçà de la **zone d'alerte émise par la loi de programmation des finances publiques 2018-2022, établie à 12 ans.**

Dette de Billy Montigny au 31/12 (en M€)



Evolution de la capacité de désendettement de Billy Montigny (en années)



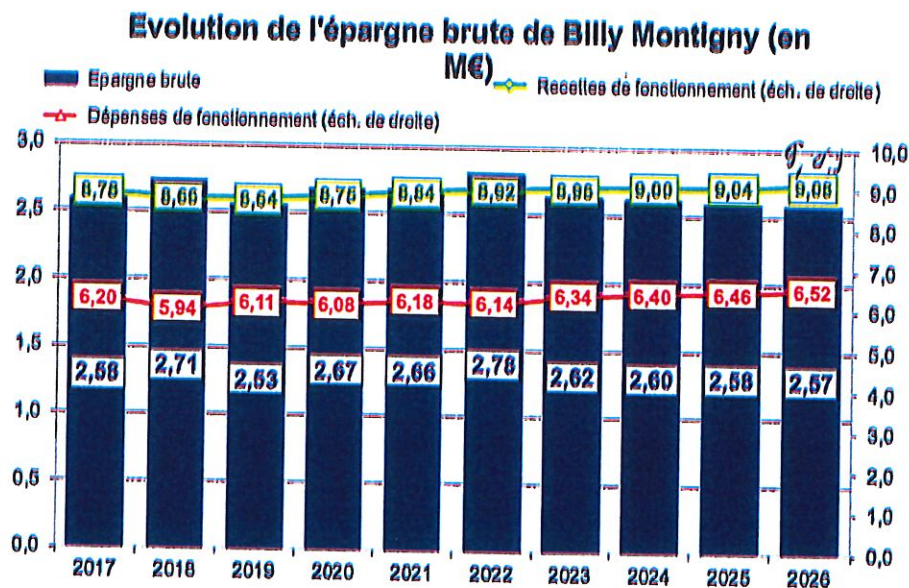
#### b) Une épargne brute stable :

L'« épargne brute », c'est-à-dire les recettes moins les dépenses réelles de fonctionnement, permet de mesurer la capacité dont dispose la commune d'autofinancer les investissements.

L'épargne brute constitue le **témoin** :

→ de **l'aisance de la section de fonctionnement** : une épargne brute élevée suppose un potentiel d'absorption de nouvelles dépenses de fonctionnement ;

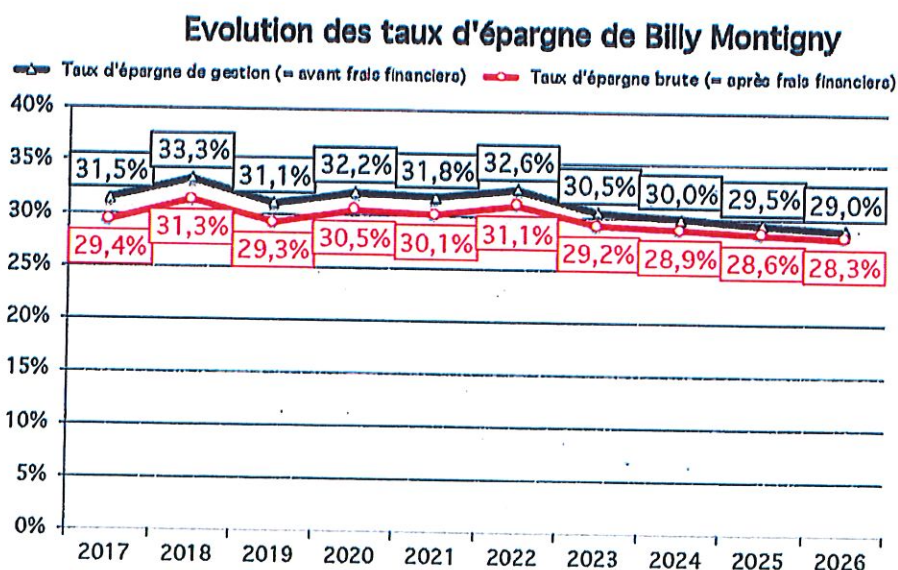
→ de la **capacité à se désendetter et/ou à investir avec un effet levier** : l'épargne brute représente donc également la « capacité d'autofinancement » de la commune (d'où l'usage du terme « autofinancement brut ») ;



	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022
Epargne brute par habitant	341,28	320,38	394,99	386,40	381,42

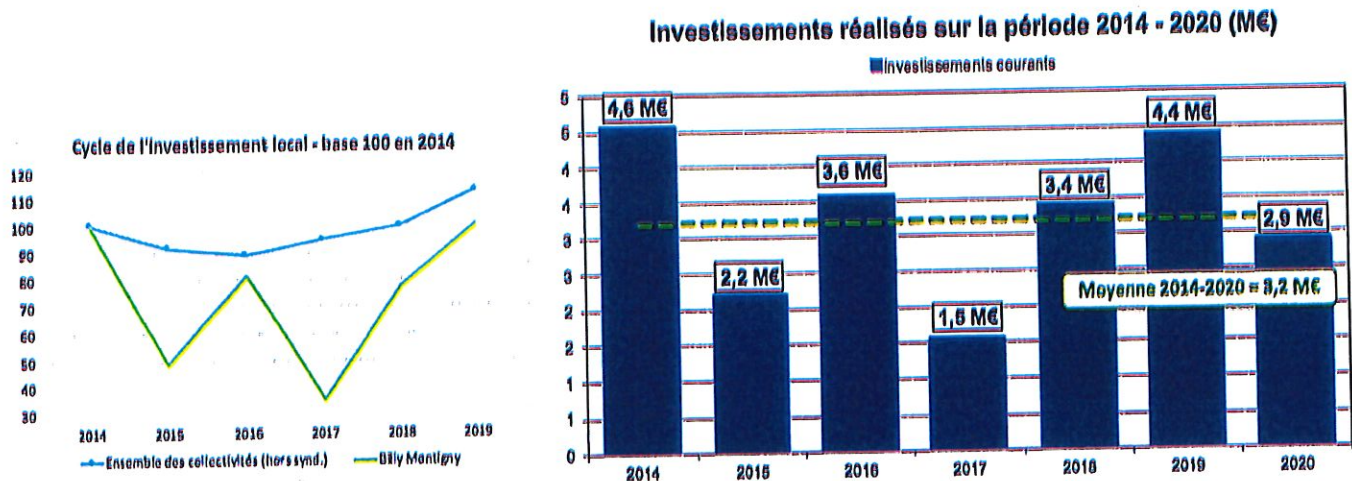
Depuis 2017, l'épargne brute de la collectivité se maintient autour de 2,6M€, oscillant très faiblement (+/- 0,1M€). L'épargne brute représente sur la période entre 31% et 28% des recettes réelles de fonctionnement (après retraitement). Les intérêts de la dette représentent en moyenne 1,5% des recettes réelles de fonctionnement.

Ce taux est très largement inférieur au taux d'alerte de 7% et même au taux recommandé de 10%. Il est considéré qu'au-delà de ce dernier taux, la collectivité a la capacité à la fois de couvrir sa dotation aux amortissements et d'assurer le remboursement en capital de la dette.



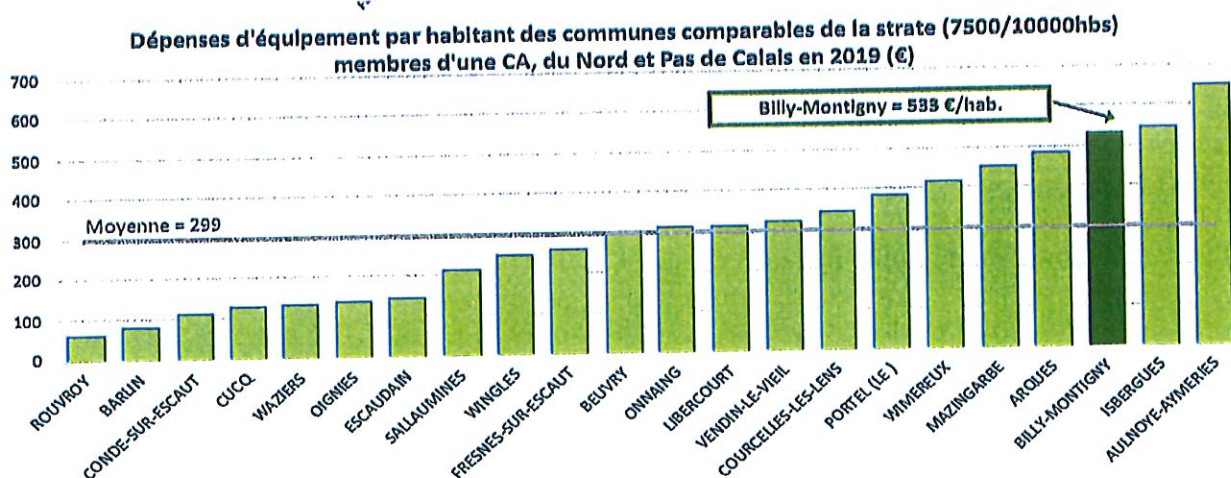
### c) Un niveau d'investissement élevé et largement autofinancé

La commune de Billy-Montigny, grâce à une épargne satisfaisante, a pu développer un niveau d'investissement important au service du territoire, tout en conservant un endettement inférieur aux communes de même strate. Ce haut niveau d'investissement est financé en large majorité par l'épargne nette, les cofinancements de nos partenaires, le FCTVA.



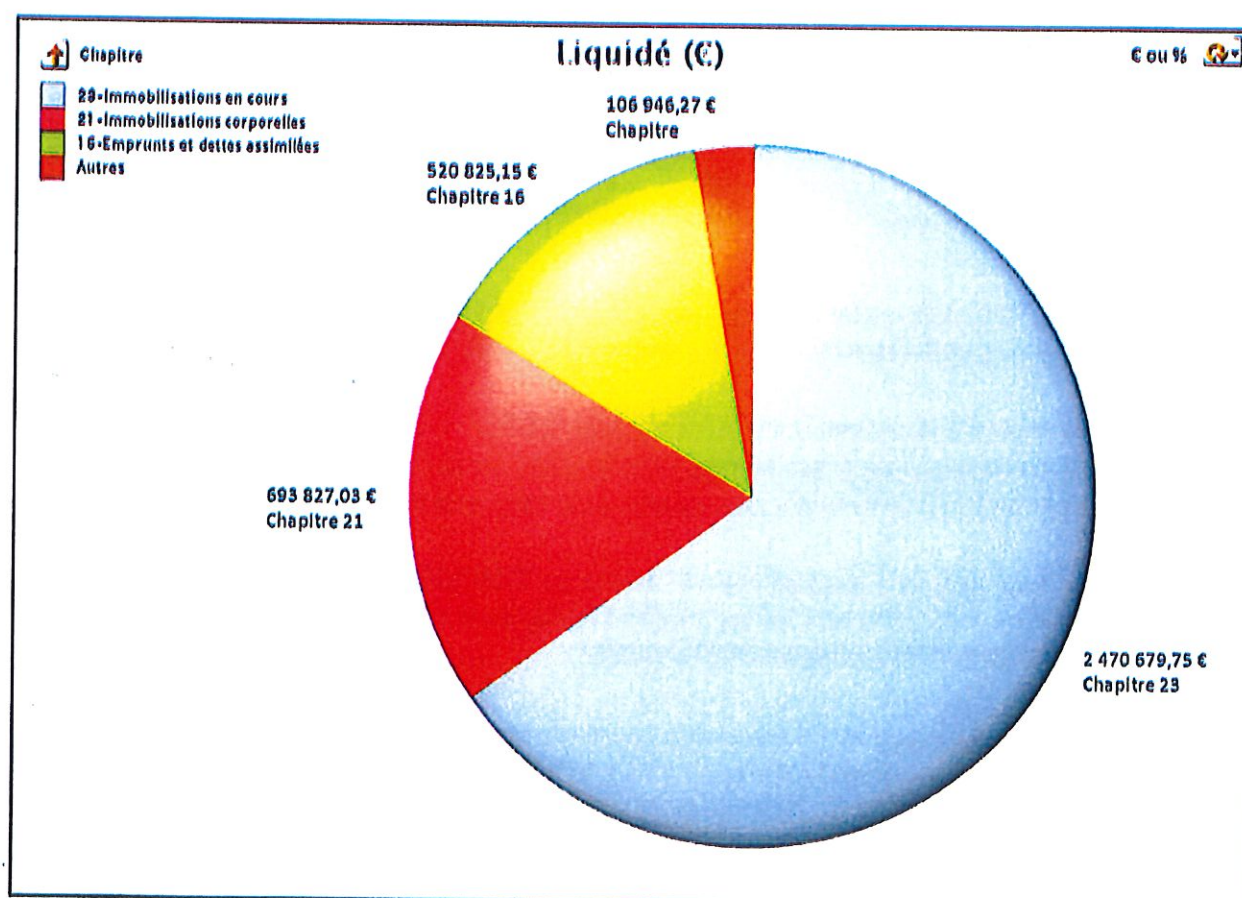
Sur la période 2014/2020, le cycle d'investissement de Billy Montigny apparaît plus disruptif que la moyenne des collectivités locales. Le cycle se dessine en dent de scie pour Billy Montigny.

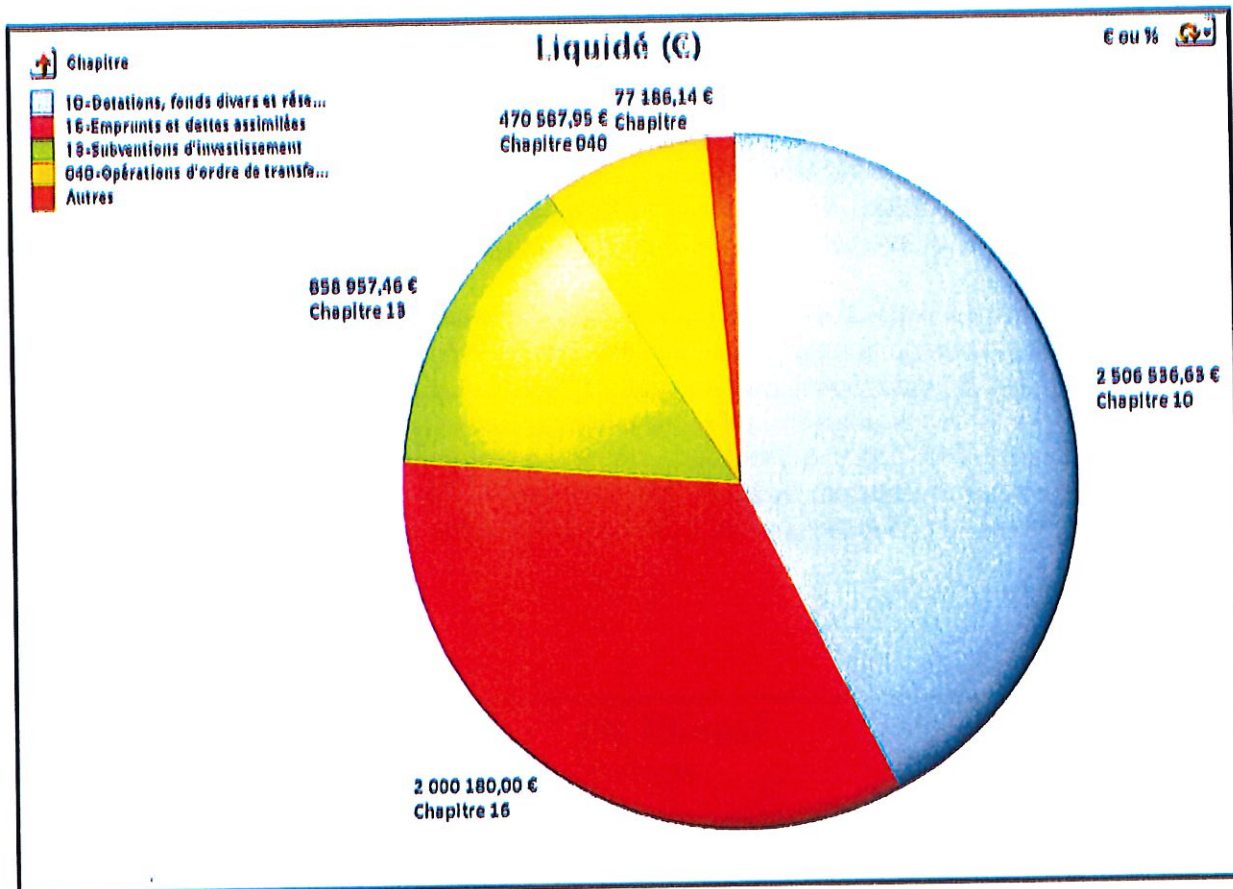
- La commune a investi en moyenne sur 2015/2022 pour 3,2 M€ de dépenses d'équipement.
- Avec un niveau de dépenses par habitant de 391€ en 2022 (et de 381 €/habitant en moyenne sur 2017/2021), la commune se situe bien au-dessus de la moyenne nationale qui est de 265 € / hbt.
- Plus largement, par rapport à la strate des communes de 7500/10000hbs membres d'une CA, Billy Montigny se situe toujours parmi les communes aux dépenses d'équipement par habitant les plus élevées, 78% au-dessus de la moyenne de la strate.



	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022
Dépense d'équipement par habitant	413,20	531,14	351,50 Strate identique 265 €/hbt	421,09	392,64
Dépenses d'équipement/Recettes réelles de fonctionnement	39,14%	50,56%	31,49% Strate identique : 26,10%	38,19%	34,39%

En 2022, les dépenses d'équipement représentent 3 229 430 euros.



Les recettes d'investissementLe fonds de compensation de la TVA (FCTVA) :

Le FCTVA consiste à récupérer la TVA des dépenses d'investissement de l'année N en année N+2.

Le FCTVA est une dotation d'investissement basée sur les investissements des collectivités. Il a pour objet de compenser de manière forfaitaire la TVA que les bénéficiaires du fonds ont acquittée sur leurs dépenses réelles d'investissement (c'est-à-dire les dépenses d'investissement TTC) et qu'ils ne peuvent directement récupérer par la voie fiscale.

FCTVA	2018	2019	2020	2021	2022	2023 estimé
Montant perçu	549 213	216 541	527 290	670 761	500 000	520 000

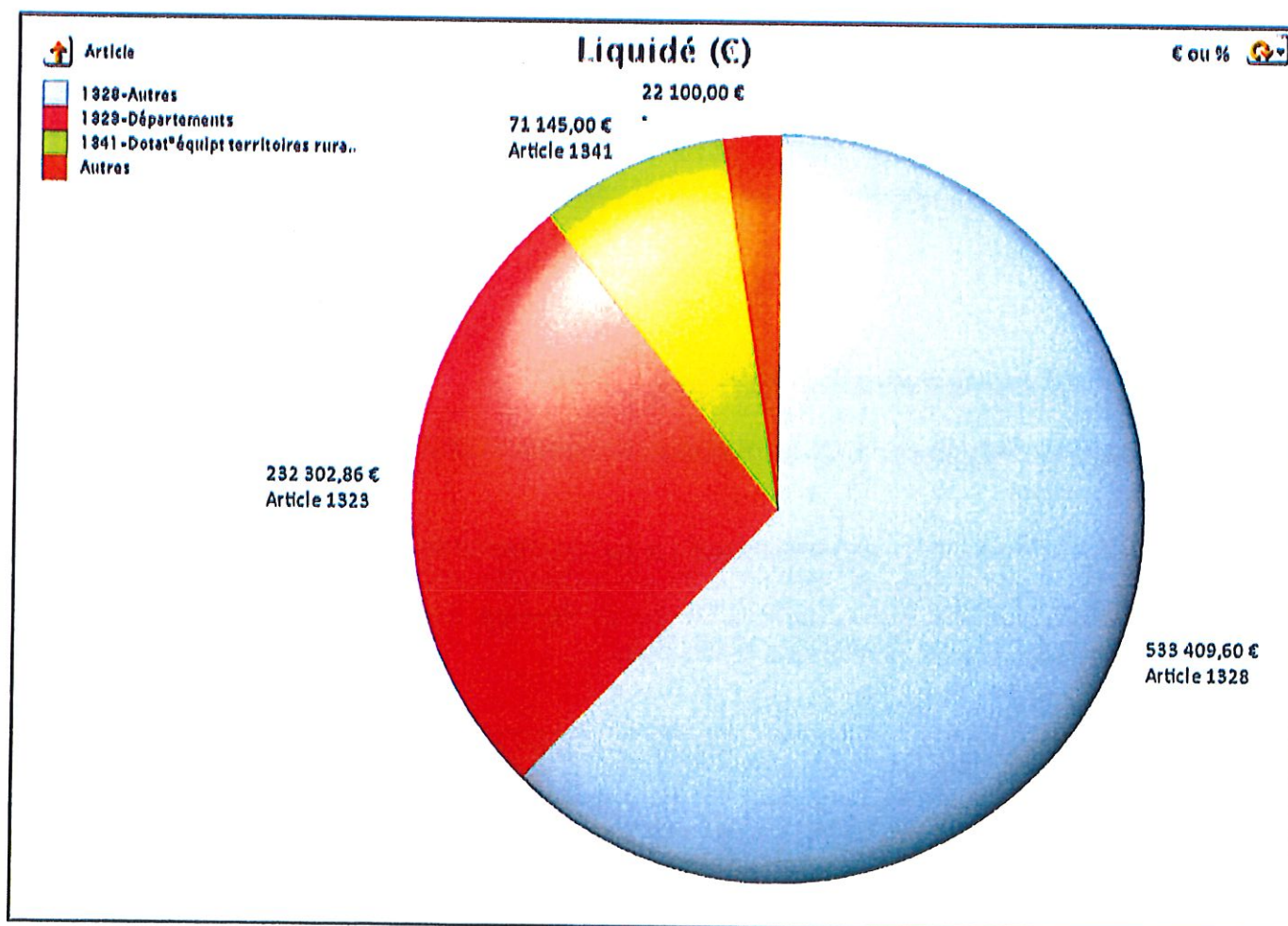
Le taux de FCTVA est fixé à 16,404 % pour ceux réalisés à compter du 1er janvier 2015.

### a) Les subventions d'équipement

Pour ce type de recettes, la collectivité est tributaire des politiques d'éligibilité décidées par les partenaires qui cofinancent les investissements programmés, ainsi que de leur capacité à tenir leurs engagements.

En 2023, la Ville entend poursuivre sa politique active en matière de cofinancements, afin de garantir un niveau d'investissement à la hauteur des enjeux en termes de construction d'équipements (notamment le complexe aquatique) et de projets urbains, pour garantir un cadre de vie de qualité aux Billysiens. Cette recherche de financements permettra de garantir, à long terme, la soutenabilité des investissements de la Ville et de limiter le recours à l'emprunt.

Ainsi en 2022, la Ville a perçu 206 447,00 € de la Région Hauts-de-France pour le financement des travaux de rénovation de la salle de tennis Paindavoine, 71 145,00 € de l'Etat au titre de la DETR pour le financement des travaux de rénovation de l'éclairage public, 467 040 € de la FDE 62 et 64 369 € de ENEDIS pour les travaux de rénovation de diverses rues du quartier du Vieux-Billy, 22 100,00 euros de l'Etat correspondant à une subvention « SNEE » d'équipements informatiques dans les écoles élémentaires, 21 553 € de subvention du département pour des travaux de la RD 46 et 13 313 € correspondant à des écrans interactifs pour les écoles.



## 2 – Les perspectives pour l'année 2023

La ville de Billy-Montigny poursuit les investissements programmés sur plusieurs exercices budgétaires, tout en continuant à œuvrer à « l'amélioration du cadre de vie de ses habitants ».

Le budget 2023 traduira à nouveau cette politique dynamique d'embellissement des quartiers et des équipements.

Le projet phare des années 2023-2024 sera la construction du centre aquatique situé Avenue de la République. Après une phase études et une phase de préparation de chantier, les travaux ont débuté en janvier de cette année pour s'achever en juin 2024. L'ouverture de la piscine est prévue en juillet 2024.

Pour rappel, le plan de financement du centre aquatique s'établit de la manière suivante :

Dépenses	Montant en €	Recettes	Montant en Euros
<b>Total Travaux Bâtiment</b>	<b>9 258 713,54</b>		
Gros œuvre étendu	3 483 600	Participation de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin	3 120 515,07
- Gros œuvre/fondations spéciales/CB/CM			
- Bassins inox revêtus et matériel de piscine		Participation de l'Etat au titre de la DSIL, plan de relance (Arrêté notifié DSIL 2022 500 000 € et demande de 500 000 € DSIL 2023)	1 000 000
- Carrelage			1 000 000
- Hamman/Sauna	80 564,00	Participation de la Région Hauts-de-France (Savoir Nager en Hauts-de-France)	1 000 000
Peinture-Nettoyage	60 398,00		
Faux Plafonds	196 642,00	Participation du Département du Pas-de-Calais	490 000
Menuiserie Intérieure bois			
Cloisons-Doublages	688 584,75	Participation de la Ville de Billy-Montigny (36,60%)	3 816 494,07
Contrôle d'accès-Electricité	990 880,00		
Chauffage/Traitement de l'air/Géothermie	1 175 390,02	Ademe (en cours)	
Traitement d'eau (ozone +perlite)	107 793,00		
Castors/Cabines de piscine	799 189,85		
Voirie/Assainissement/Réseaux Divers	269 535,00		
Plomberie	325 702,00		
Couverture/Etanchéité	882 796,55		
Bardage/Menuiseries extérieures Alu	197 638,37		
Metallerie/Serrurerie			
<b>Sous-total travaux CALL</b>	<b>8 403 933,69</b>		
<b>Honoraires de maîtrise d'œuvre</b>	<b>929 392,60</b>		
<b>Indemnités de concours</b>	<b>50 000,00</b>		
<b>Etudes complémentaires</b>			
AMO	38 250,00		
AMO mission complémentaire	3 750,00		
Etude de faisabilité géothermique	16 370,00		
Forage	47 474,50		
Etude géotechnique	14 495,50		
Etude G2PRO et gravimétrie	15 128,00		
Etude de sondages destructifs	9 755,00		
Déploiement du procédé sur nappe	7 900,00		
Contrôle technique	19 800,00		
Coordonnateur S.P.S	10 980,00		
Relevés topographiques	5 000,00		
<b>Sous total études complémentaires</b>	<b>188 903,00</b>		
		<b>Total en Euros H.T</b>	<b>10 427 009,14</b>
		<b>TVA</b>	<b>2 085 401,82</b>
		<b>TOTAL en Euros T.T.C</b>	<b>12 512 410,96</b>
<b>TOTAL en Euros H.T</b>	<b>10 427 009,14</b>		
<b>TVA 20%</b>	<b>2 085 401,82</b>		
<b>TOTAL en Euros T.T.C</b>	<b>12 512 410,96</b>		

### ➤ L'embellissement et la mise en valeur de l'espace public :

- Dans la continuité des travaux de rénovation du Quartier du Vieux Billy, les rues Mathieu et Voltaire ainsi que la Place Mathieu seront réaménagées : effacement/enfouissement des réseaux, rénovation des voiries, aménagements paysagers.

### ➤ Entretien régulier des bâtiments communaux en régie : écoles, salles de sport...

- Poursuite de l'entretien des voiries et trottoirs communaux ;
- Poursuite des travaux de rénovation de l'éclairage public ;
- Maintien du soutien à la vie associative ;
- La municipalité poursuivra également son engagement en faveur des politiques sociales et de santé, notamment à travers l'action du CCAS mais également à travers les différentes actions menées dans le cadre des actions politiques de la ville ;
- La politique en faveur des élèves et des jeunes continuera à se développer : classes de neige, colonies de vacances, distribution des kits de fournitures scolaires à chaque élève à la rentrée des classes, distribution des dictionnaires aux élèves de CE2...
- Transformation du bâtiment de l'ancien presbytère afin d'y réaliser des salles pour la garderie périscolaire de l'école Doisneau. Le bâtiment dont la parcelle est contigüe à celle du restaurant scolaire, permettra également d'y agencer une salle de restauration pour accueillir les enfants de maternelles lors de la pause méridienne. En effet, la cantine qui était déjà limitée en termes d'accueil, est saturée, alors que dans le même temps, les demandes sont de plus en plus nombreuses.

#### Plan de financement récapitulatif des grands projets d'investissement 2023 :

Projet	Dépenses en euros TTC	Recettes en euros
Aménagement de la rue Pierre Tournay et enfouissement des réseaux	505 000 €	FDE 46 651 €
Aménagement des rues Voltaire, Mathieu et Place Mathieu et enfouissement des réseaux	1 800 000 €	FDE 99 381 €
Rénovation de l'éclairage public Phase 2 EP Phase 3 EP	338 375 € 361 090 €	FDE 62 33 350 € 64 400 €
Construction d'un centre aquatique	11 900 000 €	Subvention provisoire 6 610 000 €
Mise en place de la vidéo-protection	153 000 €	Subvention FIPD 50 000 € Région 50 000 €
Acquisition et travaux bâtiment Filiéris Transfert du CCAS	200 000 €	-
Construction d'une couverture des terrains de la pétanque Billysienne	110 000 €	-
		-
		-
		-
		-
		-
TOTAL en € T.T.C	15 367 465 €	6 953 782 €

## **CONCLUSION : une gestion vertueuse**

*La ville de Billy-Montigny se caractérise fin 2022 par une situation financière très satisfaisante. Grâce à sa bonne gestion, la ville autofinance sa politique d'investissement pourtant soutenue. Son endettement est maîtrisé.*

*Cette épargne permet à la commune d'être très largement solvable (un peu moins de 2 ans de capacité de désendettement), c'est-à-dire de couvrir largement les annuités de dettes à rembourser.*

*Cette situation a permis à la ville d'assumer une dépense d'équipement 2018/2022 de l'ordre de 25% à 30% plus élevée que la moyenne des villes comparables de l'EPCI tout en améliorant pour autant ses ratios financiers. 391 €/Habitant en 2021, CALL 299 €/habitant et moyenne nationale de 315 €/Habitant.*

*La majorité municipale annonce qu'elle n'augmentera pas le taux de taxe foncière sur les propriétés bâties au budget 2023, qui sera soumis au vote de l'assemblée.*

*Le budget 2023 traduira les orientations présentées dans le document d'orientations budgétaires. Ces investissements ne seront rendus possibles que par une recherche constante de financements auprès des différents partenaires financiers et par la maîtrise des dépenses de fonctionnement à travers des économies de gestion et la maîtrise de la masse salariale.*

Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023

Publié le

**S<sup>2</sup>LOW**

ID : 062-216201335-20230322-DEL23\_01-DE